

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 291

5 février 2008

SOMMAIRE

Advent Vision S.à r.l.	13922	Groupe Medi Contract S.A.	13946
A'Graph S.à.r.l.	13924	Lantau S.A.	13925
AXA Luxembourg Fund	13967	Le Midi S.A.	13947
Barren S.à r.l.	13967	Luxembourg Online S.A.	13946
Captiva Capital (Luxembourg) Partners S.C.A.	13951	Mc Bills S.A.	13924
Chien Bleu S.A.	13962	Mobsat Gérance S.à r.l.	13922
Compagnie Sud-Express S.A.	13948	Nanicolas S.A.	13966
Darn S.à r.l.	13954	New SubVCST Luxembourg III	13954
Discolux Entertainment G.m.b.H.	13966	NPEI Lux S.A.	13947
Discolux Entertainment G.m.b.H.	13966	PATRIZIA Real Estate 30 S.à r.l.	13957
Doctis S.A.	13948	Property Trust Montabaur, S.à r.l.	13968
Ets A. Lemogne	13956	Quid Novi S.A.	13947
European NPL S.A.	13963	Société Chorale Ste Cécile Weiswampach	13951
Faith S.A.	13949	Société de Gestion Fiduciaire S.à r.l.	13967
FFP Soparfi S.A.	13968	Triton Masterluxco 1 S.à r.l.	13933
Finus S.A.H.	13962	United Ventures S.A.	13925
Finus S.A.H.	13963	Vento Italia S.A.	13956
Flona Immo SA	13948	winnelux S.A.	13924
Global Trust Advisors S.A.	13968		

Advent Vision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.954.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 128.810.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 27 septembre 2007, que ADVENT VISION (CAYMAN) LIMITED, ayant son siège social à M&C CORPORATE SERVICES LIMITED, PO Box 309GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, a transféré quatre mille trois cent quarante et une (4.341) parts sociales de catégorie A, quatre mille trois cent quarante et une (4.341) parts sociales de catégorie B, quatre mille trois cent quarante et une (4.341) parts sociales de catégorie C, quatre mille trois cent quarante et une (4.341) parts sociales de catégorie D et quatre mille trois cent quarante et une (4.341) parts sociales de catégorie E qu'elle détient dans la Société à HVB CAPITAL PARTNERS AG, ayant son siège social à Tucherpark, 1 (MIP1RT), 80538 Munich, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008010982/1092/22.

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2007, réf. LSO-CJ07276. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Mobsat Gérance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 131.591.

In the year two thousand and seven, on the twenty-sixth of October.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of MOBSAT GERANCE S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, incorporated on 30th August 2007 by deed of M^e Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2316 of 16th October 2007.

The meeting was presided by M^e François Feiten, maître en droit, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary Miriam Schinner, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg, and as scrutineer Isabel Kolb, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all twelve thousand five hundred (12,500) shares in issue in the Company were represented at the general meeting and the shareholders of the Company declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items on the agenda.

2. The agenda of the meeting was as follows:

Transfer of the registered office of the Company from 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg to 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach and subsequent amendment of the first sentence of article 4 of the articles of incorporation of the Company.

After deliberation the meeting unanimously resolved as follows:

Sole resolution

The meeting resolved to transfer the registered office of the Company from 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg to 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach and to consequently amend the first sentence of article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

« **Art. 4.** The Company has its registered office in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.»

There being no further item on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about one thousand euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-six octobre.

Par-devant M^e Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de MOBSAT GERANCE S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, constituée le 30 août 2007 suivant acte de M^e Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2316 du 16 octobre 2007.

L'assemblée a été présidée par M^e François Felten, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Il fut désigné comme secrétaire Miriam Schinner, Rechtsanwältin, demeurant à Luxembourg, et comme scrutateur Isabel Kolb, Rechtsanwältin, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales que chacun d'entre eux détient sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il ressort de ladite liste de présence que toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises dans la Société sont représentées à l'assemblée générale et les associés de la Société ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Transfert du siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach et modification subséquente de la première phrase de l'article 4 des statuts de la Société.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée a décidé de transférer le siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, et de modifier en conséquence la première phrase de l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les coûts, frais, dépenses et charges, de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en relation avec le présent acte s'élèvent à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Felten, M. Schinner, I. Kolb, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2007, LAC/2007/33965. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008011173/5770/86.

(080007268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

A'Graph S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8225 Mamer, 18, route de Dippach.
R.C.S. Luxembourg B 59.829.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011006/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03691. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

winnelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 105.185.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011007/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03698. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Mc Bills S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 86.299.

Extrait des résolutions du PV de l'AGE tenue le 18 juin 2007

Suite à la démission de l'ensemble des membres du conseil d'administration, l'assemblée nomme un nouveau conseil d'administration se composant comme suit:

- LTM GROUP S.A. domiciliée à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 124.527,
- FULL MOON INVEST S.A. avec siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 129.054
- Monsieur Ludovic Lo Presti, Expert-comptable, résidant professionnellement à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
- KV ASSOCIATES SA avec siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 67.559

Le mandat des administrateurs nouvellement nommés, prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 2013.

Administrateurs-délégués:

- LTM GROUP S.A. domiciliée à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 124.527,
- FULL MOON INVEST S.A. avec siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 129.054

Les administrateurs nouvellement nommés ont pouvoir de signature individuelle. Leurs mandats prendront fin lors de l'AGO annuelle de 2013.

Signature.

Référence de publication: 2008011035/1137/30.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01071. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

United Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 36, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 25.468.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011008/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03701. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Lantau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 74.185.

L'an deux mille sept, le quatre décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LANTAU S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg section B numéro 74.185, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} février 2000, publié au Mémorial C numéro 351 du 17 mai 2000, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 715 du 26 avril 2006,

ayant un capital social de trente-deux mille euros (32.000,- EUR), représenté par trois cent vingt (320) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Daniele Mariani, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio Fernandes, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Approbation d'une situation comptable de la société au 30 novembre 2007.
- 2.- Modification de la dénomination de la société en LANTAU SRL.
- 3.- Modification de l'objet social.
- 4.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.
- 5.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.
- 6.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 7.- Changement de la forme légale de la société d'une «société anonyme» en «société à responsabilité limitée».
- 8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 9.- Nomination de l'administrateur unique.
- 10.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable de la société au 30 novembre 2007.

Ladite situation comptable, signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisée avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en LANTAU SRL.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Monsieur Franco Fagnano, Madame Marie-Fiore Ries-Bonani et Monsieur Alexis De Bernardi et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Jean-Marc Heitz et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Sixième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-20135 Milan, Via Palladio 24 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une «société anonyme» en «société à responsabilité limitée» et de transformer les actions en parts sociales.

Huitième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

«Statuto Sociale della società LANTAU SRL

Titolo I° Denominazione - Sede - Durata

Art. 1. Denominazione. È costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale:

LANTAU SRL.

Art. 2. Sede. La società ha sede nel Comune di Milano all'indirizzo risultante presso il Registro delle Imprese.

L'Organo amministrativo può istituire o sopprimere uffici, filiali, succursali, agenzie, recapiti e rappresentanze sia nel territorio nazionale che all'estero, nonché trasferire la sede nell'ambito del Comune di Modena.

Il domicilio legale di ogni socio, per quanto attiene ai rapporti con la società, è quello risultante dal libro soci; è onere del socio comunicare per iscritto alla società il cambiamento del proprio domicilio.

I soci, gli amministratori, i sindaci (se nominati) e gli eventuali altri soggetti interessati possono comunicare per iscritto alla Società il numero di telefax e/o l'indirizzo di posta elettronica a cui la Società potrà trasmettere loro comunicazioni o convocazioni con l'utilizzo di tali sistemi nei casi previsti dal presente statuto. Il numero o l'indirizzo in questione vengono annotati, rispettivamente, nel libro dei soci, nel libro delle decisioni degli amministratori e nel libro delle decisioni del Collegio sindacale.

Art. 3. Durata. La durata della società è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta).

La società potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta con deliberazione dei soci.

Titolo II° Oggetto sociale

Art. 4. Oggetto sociale. La società ha per oggetto:

A) l'acquisto e la vendita di beni immobili in genere;

B) la costruzione per la successiva vendita di fabbricati civili ed industriali, l'esecuzione di interventi di valorizzazione del patrimonio immobiliare esistente mediante l'acquisto, la ristrutturazione, e/o il restauro, e/o il recupero edilizio, e/o il risanamento conservativo, e la successiva vendita di fabbricati civili ed industriali;

C) la gestione e lo sfruttamento economico dei beni immobili posseduti mediante la loro concessione in locazione a terzi.

La società potrà compiere tutte le operazioni commerciali, immobiliari e finanziarie aventi pertinenza con l'oggetto sociale; assumere interessenze, quote, partecipazioni anche azionarie in altre società o imprese, prestare garanzie, avalli, fidejussioni anche a favore di terzi, stipulare mutui, fidi, aperture di conti correnti, operazioni bancarie in genere con istituti di credito, ricevere conferimenti, stipulare contratti di associazione in partecipazioni, nonché di locazione finanziaria in genere. Resta in ogni caso tassativamente escluso:

- l'esercizio di attività professionale riservata;
- l'esercizio professionale, nei confronti del pubblico, dei servizi di investimento di cui al Decreto legislativo n. 58 del 24 febbraio 1998 ed eventuali successive modificazioni ed integrazioni;
- l'esercizio in via prevalente e/o nei confronti del pubblico delle attività finanziarie di cui all'articolo 106 e all'articolo 113 del Decreto legislativo n. 385 del 1° settembre 1993 ed eventuali successive modificazioni ed integrazioni.

Titolo III° Capitale sociale - Partecipazioni - Finanziamenti dei soci - Titoli di debito

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale sociale è di Euro 25.000,- (venticinquemila) ed è diviso in quote ai sensi di legge.

Art. 6. Aumento del capitale sociale. In caso di aumento di capitale, da deliberarsi da parte dell'assemblea dei soci ex art. 2479-bis del Codice Civile, è riservato ai medesimi il diritto di opzione in proporzione alle partecipazioni da essi possedute, salvo diversa delibera dell'assemblea adottata a norma di legge.

L'aumento di capitale potrà avvenire anche mediante conferimento di beni in natura e di crediti, nonché di ogni altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica.

Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni. Il trasferimento delle partecipazioni sociali ha effetto verso la società e potrà essere annotato nel libro dei soci solo qualora risultino interamente osservate le regole e le disposizioni di seguito riportate.

Qualora un socio intenda trasferire partecipazioni sociali per atto tra vivi, dovrà comunicare le condizioni di vendita e il nome del compratore mediante lettera raccomandata inviata all'Organo amministrativo nonché a tutti gli altri soci, i quali potranno esercitare il diritto di prelazione - sull'intera partecipazione posta in vendita - entro trenta giorni dal ricevimento della comunicazione, dandone notizia, con le stesse modalità, all'Organo amministrativo e al socio cedente. Se più soci vorranno esercitare detto diritto, le quote verranno assegnate in misura proporzionale alle rispettive loro interessenze.

Le regole previste nel presente articolo per il trasferimento di partecipazioni sociali per atto tra vivi si riferiscono a tutti i negozi che comportano, direttamente o indirettamente, il mutamento di titolarità della piena o nuda proprietà di partecipazioni e così, a titolo esemplificativo e non esaustivo, la vendita (anche se nell'ambito di una cessione di azienda), la permuta, il conferimento in società, la dazione in pagamento, la donazione, nonché il trasferimento a seguito di operazioni di fusione o di scissione della partecipante.

Esse si applicano altresì in caso di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento sulle partecipazioni, come pure di diritti di opzione su aumenti di capitale sociale.

Art. 8. Comproprietà delle partecipazioni. In caso di comproprietà, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del C.C.

Qualora questi non sia stato nominato, le comunicazioni fatte dalla società ad uno solo dei comproprietari sono efficaci nei confronti di tutti.

Art. 9. Finanziamenti dei soci - Titoli di debito - Pegno, usufrutto e sequestro di partecipazioni. I finanziamenti da parte dei soci, con diritto alla restituzione della somma versata, potranno essere effettuati a favore della società alle condizioni e nei limiti previsti dalle vigenti norme in materia di raccolta del risparmio. I finanziamenti dei soci si intenderanno infruttiferi di interessi, salva diversa pattuizione scritta tra socio e società. Si applicano le disposizioni contenute nell'articolo 2467 del Codice Civile.

I soci possono altresì eseguire versamenti in conto capitale o a fondo perduto che verranno acquisiti indistintamente al patrimonio della società senza obbligo di restituzione ed allocati in apposita riserva disponibile ovvero utilizzati per coprire perdite.

La società può emettere titoli di debito ai sensi dell'articolo 2483 del Codice Civile. La relativa decisione è di competenza dei soci.

Per i casi di pegno, usufrutto e sequestro di partecipazioni, si applicano le disposizioni dell'articolo 2471-bis del Codice Civile.

Titolo IV° Recesso dei soci e liquidazione della partecipazione

Art. 10. Diritto di recesso. Il socio può recedere dalla società, con diritto al rimborso della propria partecipazione, nei casi inderogabilmente previsti dalla legge.

Il recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione posseduta.

Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata spedita entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della decisione che lo legittima o dalla trascrizione della decisione nel libro dei soci o degli amministratori oppure dalla conoscenza del fatto che legittima il recesso. A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti e gli atti che possono far sorgere in capo ai soci stessi il diritto di recesso.

In detta raccomandata devono essere indicati:

- a) le generalità del socio recedente;
- b) il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento di recesso;
- c) il valore nominale delle partecipazioni al capitale sociale per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

La dichiarazione di recesso è efficace dal primo giorno del secondo mese successivo a quello in cui la lettera raccomandata predetta giunge all'indirizzo della sede legale della società. Se in questo lasso temporale venga eccepita la legittimità della dichiarazione di recesso e venga conseguentemente promosso un giudizio di arbitrato, l'efficacia della dichiarazione di recesso è sospesa fino alla definizione di detto arbitrato.

Il diritto di recesso è privo di efficacia se la società revoca entro 90 giorni la decisione che lo legittima o se la società viene posta in liquidazione

Le partecipazioni per le quali è effettuato il diritto di recesso sono inalienabili.

La valutazione delle partecipazioni per le quali il recedente ha esercitato il diritto di recesso e la relativa liquidazione è effettuata secondo quanto previsto dall'articolo 2473 del codice civile.

Titolo V° Decisioni dei soci e deliberazioni assembleari

Art. 11. Decisioni dei soci. Sono riservate alla decisione dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori, nonché la determinazione dei loro compensi;
- 3) la nomina, nei casi previsti dalla legge, dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e/o del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo e l'approvazione dei progetti di fusione e di scissione ai sensi dell'articolo 2502 del Codice Civile;
- 5) le operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

I soci decidono altresì sugli argomenti che uno o più amministratori, ovvero tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Art. 12. Assemblea. Le decisioni dei soci, sono adottate mediante deliberazione assembleare salvo quanto previsto al successivo articolo 17.

L'assemblea dei soci si costituisce e delibera, tanto in prima quanto in seconda convocazione, con la presenza ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale sociale. Per le decisioni sulle materie indicate nei punti 4), 5) e 6) del precedente articolo 11) è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino i due terzi del capitale sociale, fatte salve le disposizioni di legge inderogabili.

L'assemblea dei soci è convocata dall'Organo amministrativo nei casi previsti dalla legge e dal presente statuto mediante lettera raccomandata spedita o consegnata ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci, agli amministratori ed ai sindaci, se nominati, almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza. Può altresì essere convocata mediante trasmissione, con un preavviso di 3 giorni, di comunicazione per telefax o posta elettronica (e-mail), qualora i destinatari abbiano comunicato alla società il proprio indirizzo o numero ai sensi del precedente art. 2). Nel caso di trasmissione per e-mail, per la validità della convocazione è necessaria una conferma di ricezione dell'avviso da parte del destinatario. Nell'avviso può essere fissato altro giorno per l'eventuale seconda convocazione. L'assemblea si riunisce presso la sede sociale o in altro luogo indicato nell'avviso di convocazione.

Sono valide le assemblee, anche se non convocate con regolare avviso, quando vi sia rappresentato l'intero capitale sociale e vi assistano, o siano informati della riunione (in questo caso mediante telefax o e-mail inviato almeno 12 ore prima), tutti gli amministratori in carica e i Sindaci, se nominati, purché nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti posti all'ordine del giorno.

Art. 13. Diritto di voto. Hanno diritto di concorrere alla formazione delle decisioni dei soci e di partecipare ed esprimere il voto in assemblea i soci che risultino iscritti nel libro dei soci. Il voto dei soci nelle decisioni e nelle deliberazioni assembleari vale in misura proporzionale alla partecipazione posseduta.

Nell'assemblea, ciascun socio, mediante delega scritta, può farsi rappresentare all'assemblea.

Art. 14. Presidenza dell'assemblea. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione (nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione) o dall'Amministratore più anziano di età (nel caso di nomina di più amministratori con poteri congiunti o disgiunti). In caso di assenza di questi, essa è presieduta da persona eletta dalla stessa assemblea.

Spetta al Presidente constatare la regolarità dell'assemblea e il diritto di parteciparvi, designare il segretario, che può essere anche non socio, e, se necessario, scegliere due scrutatori tra i soci, nonché regolare la discussione.

Art. 15. Verbale dell'assemblea. Di ogni riunione assembleare deve essere redatto apposito verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario o dal Notaio quando richiesto. Il verbale verrà redatto con l'osservanza delle disposizioni dell'articolo 2375 del Codice Civile.

Art. 16. Svolgimento dell'assemblea in luoghi differenti. Le assemblee potranno svolgersi anche se gli intervenuti si trovano in luoghi differenti, purché tutti collegati in tempo reale con sistemi di video comunicazione, alle seguenti condizioni la cui esistenza dovrà constare dal verbale di assemblea:

- che siano presenti nello stesso luogo sia il presidente che il segretario della riunione che provvederanno alla formalizzazione sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente di accertare l'identità e la legittimazione al voto degli intervenuti, nonché regolare lo svolgimento della adunanza, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, trasmettere e ricevere documenti in tempo reale;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (ovvero, nell'ipotesi di assemblea totalitaria, che siano stati comunicati agli eventuali amministratori e sindaci assenti) i luoghi collegati in audio e video a cura della società nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo dove si trovano il presidente e il segretario verbalizzante.

Art. 17. Consultazione scritta. Le decisioni dei soci, esclusivamente su materie diverse da quelle indicate nel precedente articolo 11), ai numeri 4), 5) e 6), possono essere assunte, in alternativa al metodo assembleare, e a scelta dell'organo amministrativo, mediante consultazione scritta. La decisione dei soci deve comunque essere sottoposta alla formale deliberazione dell'assemblea dei soci quando ciò sia richiesto da uno o più amministratori, ovvero da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Le decisioni dei soci mediante consultazione scritta sono assunte quando consta - nelle forme e nei modi di seguito indicati - il voto favorevole di tanti soci che rappresentano la maggioranza assoluta del capitale sociale.

La consultazione si attua mediante predisposizione, a cura dell'Organo amministrativo, eventualmente sulla base del contenuto dell'istanza dei soci che hanno promosso la consultazione ai sensi dell'articolo 2479 del Codice Civile, di un apposito documento scritto («documento di consultazione»), una copia del quale dovrà essere inviata a tutti i soci per lettera raccomandata ovvero via telefax o posta elettronica (e-mail), in quest'ultimo caso ottenendo conferma scritta della sua ricezione. Il documento di consultazione dovrà indicare l'argomento su cui si richiede una decisione dei soci e l'effettivo contenuto della decisione che si intende far adottare con le eventuali deleghe di poteri per la sua esecuzione. Ciascun socio dovrà esprimere il proprio consenso ovvero il dissenso o l'astensione in merito alla proposta di decisione ivi contenuta, compilando ed apponendo la propria firma, accompagnata da luogo, data ed ora di sottoscrizione, nell'apposito campo riservato al voto sull'esemplare in suo possesso. Il documento di consultazione, come sopra integrato e sottoscritto da parte del socio dovrà da questi essere inviato all'Organo amministrativo entro 2 (due) giorni dalla ricezione in originale cartaceo, ovvero in formato elettronico con apposizione della firma digitale. Il socio potrà eventualmente indicare le motivazioni del proprio orientamento. La mancata risposta si considera voto contrario alla proposta.

L'Organo amministrativo comunicherà a tutti i soci, nei successivi tre giorni, l'esito della consultazione con espressa indicazione del voto espresso da ogni singolo socio. Il contenuto del documento di consultazione, con le risultanze della consultazione stessa verrà integralmente trascritto nel libro delle decisioni dei soci; gli originali sottoscritti dai soci verranno conservati agli atti sociali.

Art. 18. Efficacia delle decisioni dei soci. Le deliberazioni prese in conformità della legge e del presente statuto obbligano tutti i soci ancorché dissenzienti.

Titolo VI° Amministrazione e rappresentanza

Art. 19. Organo amministrativo. La società è amministrata, secondo quanto verrà deciso da soci all'atto della nomina, alternativamente da:

- un Amministratore unico;
- un Consiglio di Amministrazione composto da due a cinque membri;
- più Amministratori in forma non collegiale, in numero variabile da due a cinque, con poteri congiunti e/o disgiunti secondo le determinazioni dei soci al momento della nomina. In questo caso resta fermo l'obbligo di funzionamento collegiale - e dunque con i modi e le forme previste dalla legge e dal presente statuto per il Consiglio di Amministrazione - per le decisioni riguardanti le materie di cui all'articolo 2475, quinto comma, del Codice Civile.

Gli amministratori, che possono essere tutti anche non soci, durano in carica fino tre esercizi, salvo che i soci non li nominino a tempo indeterminato, e sono rieleggibili. Gli amministratori, compresi quelli nominati nell'atto costitutivo, sono revocabili in ogni momento con decisione dei soci; in caso di nomina a tempo indeterminato, la revoca non richiede motivazione o giusta causa.

Se, per dimissioni od altra causa, viene a cessare almeno la metà degli amministratori o dei componenti il Consiglio di amministrazione, se in numero pari, ovvero la maggioranza degli stessi, se in numero dispari, tutti gli amministratori si intendono dimissionari e dovranno essere nuovamente convocati o consultati d'urgenza i soci per decidere in merito alla nomina del nuovo Organo amministrativo. In tal caso il vecchio Organo amministrativo resta in carica, con poteri limitati all'ordinaria amministrazione, sino a che i nuovi amministratori non abbiano accettato la carica.

In caso di nomina a tempo determinato, gli amministratori restano in carica sino alla data della decisione dei soci in merito al bilancio relativo all'ultimo periodo di vigenza del loro mandato.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha, in tal caso, effetto dal momento in cui il nuovo Organo amministrativo è stato ricostituito a seguito della accettazione dei suoi componenti.

Si applicano le cause di ineleggibilità e decadenza indicate nell'articolo 2382 del Codice Civile.

Art. 20. Poteri degli amministratori. L'Organo amministrativo, in qualunque forma sia nominato, è investito di tutti i più ampi poteri attinenti all'amministrazione della società, sia ordinaria che straordinaria, e può compiere tutte le operazioni necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, ad eccezione di quanto riservato dalla legge o dal presente statuto alla competenza dei soci. Sono in particolare riservate alla decisione dei soci le materie indicate al precedente art. 11).

Art. 21. Consiglio di amministrazione e Presidente. Qualora venga nominato un Consiglio di Amministrazione, questo, se non vi hanno provveduto i soci, nominerà nel suo seno un Presidente ed eventualmente anche un Vice-Presidente e uno o più Amministratori Delegati.

Art. 22. Deliberazione collegiale. Qualora venga nominato un Consiglio di Amministrazione, le decisioni dello stesso sono assunte con metodo collegiale, salva l'applicazione del successivo art. 23).

Il Consiglio di Amministrazione si riunisce presso la sede sociale o altrove, su convocazione da parte del Presidente del Consiglio di Amministrazione (o del Vice-Presidente in caso di assenza o impedimento del Presidente), il quale avrà comunque l'obbligo di farlo quando ne sia fatta richiesta da almeno un amministratore. Le convocazioni sono inviate agli amministratori (e ai sindaci, se nominati) almeno 5 (cinque) giorni prima di quello fissato per l'adunanza mediante lettera raccomandata. Sono altresì valide le convocazioni effettuate almeno 2 (due) giorni prima di quello fissato per l'adunanza con avviso trasmesso via telefax o posta elettronica (e-mail) al numero o all'indirizzo comunicato per iscritto alla società ai sensi del precedente art. 2). Nel caso di trasmissione per e-mail, per la validità della convocazione è necessaria una conferma di ricezione dell'avviso da parte del destinatario.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione potranno svolgersi anche per videoconferenza a condizione che risultino rispettati i requisiti richiesti per la corrispondente modalità di svolgimento dell'assemblea secondo quanto indicato nell'art. 16) che precede.

Le deliberazioni del Consiglio di amministrazione sono fatte constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario, da trascrivere sul libro delle decisioni degli amministratori.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni del consiglio sono prese a maggioranza di voti dei presenti.

Art. 23. Consultazione scritta. Le decisioni degli amministratori possono formare oggetto di consultazione scritta qualora ciò sia stabilito dal Presidente, anche di volta in volta, salvo che con riguardo alle materie indicate nell'articolo 2475, quinto comma, del Codice Civile.

Si deve inoltre procedere con riunione e deliberazione collegiale del Consiglio di Amministrazione, quando ciò sia richiesto da almeno un amministratore ovvero quando almeno un amministratore non abbia risposto alla consultazione di cui infra.

Per l'avvio della consultazione scritta è in ogni caso necessario che siano stati comunicati gli indirizzi e-mail e/o i numeri di telefax da parte di tutti gli amministratori a norma dell'art. 2) del presente Statuto.

La consultazione scritta si attua mediante predisposizione, a cura del Presidente del Consiglio di Amministrazione, di un apposito documento scritto («documento di consultazione») una copia del quale dovrà essere inviata a tutti i consiglieri per telefax o posta elettronica (e-mail), ottenendo in questo secondo caso una conferma scritta della sua ricezione. Il documento di consultazione dovrà indicare l'argomento su cui si richiede una decisione del Consiglio di Amministrazione e l'effettivo contenuto della decisione che si intende far adottare, con le eventuali deleghe di poteri per la sua esecuzione. Ciascun consigliere dovrà esprimere il proprio consenso ovvero il dissenso o l'astensione in merito alla proposta di decisione ivi contenuta, compilando ed apponendo la propria firma, accompagnata da luogo, data ed ora di sottoscrizione, nell'apposito campo riservato al voto nell'esemplare in suo possesso. Il documento di consultazione, come sopra integrato e sottoscritto da parte dell'amministratore, dovrà da questi essere inviato al Presidente del Consiglio di Amministrazione entro 2 giorni dalla ricezione, mediante trasmissione telefax, ovvero in formato elettronico (via e-mail), in quest'ultimo caso con apposizione della firma digitale.

Il consigliere potrà eventualmente indicare le motivazioni del proprio orientamento. Il Presidente del Consiglio di amministrazione comunicherà a tutti i consiglieri (e ai sindaci, se nominati), nei successivi 3 giorni, l'esito della consultazione con espressa indicazione del voto espresso da ogni singolo consigliere. La mancata risposta alla consultazione da parte di anche uno solo dei consiglieri, nel termine sopra indicato, renderà invalida la consultazione stessa e dovrà in tal

caso procedersi senza indugio alla convocazione di una riunione del Consiglio di Amministrazione alla cui formale deliberazione dovrà essere sottoposta la materia oggetto della consultazione.

Il contenuto del documento di consultazione, con le risultanze della stessa verrà integralmente trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori; i documenti sottoscritti dai singoli amministratori verranno conservati agli atti sociali.

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione, nella forma della consultazione scritta, si intendono validamente adottate se tutti gli amministratori hanno risposto alla consultazione e se i voti favorevoli della maggioranza assoluta dei consiglieri in carica. In caso di parità di voti, la proposta di decisione si intende non approvata e dovrà essere sottoposta alla decisione dei soci.

Art. 24. Deleghe di poteri. Il Consiglio di Amministrazione può delegare le proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi membri nel rispetto di quanto disposto dall'articolo 2381 del Codice Civile.

Art. 25. Firma sociale e rappresentanza legale. La firma e la rappresentanza legale della società, di fronte ai terzi e in ogni sede amministrativa e giudiziaria, spettano:

- a) all'Amministratore Unico;
- b) al Presidente del Consiglio di Amministrazione e al Vice-Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- c) all'Amministratore delegato ove nominato e nei limiti dei poteri conferitigli;
- d) in caso di amministrazione pluripersonale non collegiale, ai singoli amministratori, in via disgiunta o congiunta, a seconda di quanto stabilito all'atto della nomina per i relativi poteri.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione, il Vice-Presidente del Consiglio di Amministrazione, l'Amministratore Delegato e l'Amministratore Unico possono nominare speciali procuratori per determinati affari o categorie di affari, e delegare avvocati e procuratori alle liti, in quest'ultimo caso anche senza delibera del Consiglio.

Art. 26. Compensi degli amministratori. Agli Amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per il loro mandato. L'assemblea dei soci può stabilire un compenso per l'organo amministrativo ed attribuire allo stesso una indennità da corrispondere in occasione della cessazione del rapporto.

Art. 27. Amministrazione pluripersonale. In caso di affidamento della gestione a più amministratori in forma non collegiale, i soci stabiliscono, all'atto della nomina, se i poteri saranno esercitati in via congiunta o disgiunta, ovvero per quali poteri si applica l'amministrazione congiuntiva e per quali l'amministrazione disgiuntiva. In mancanza di indicazioni al riguardo nella decisione dei soci, l'amministrazione si intende affidata congiuntamente. Se l'amministrazione spetta disgiuntamente a più amministratori, ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'operazione che un altro voglia compiere, prima che sia compiuta. Il contrasto tra amministratori è sottoposto alla decisione del Consiglio di Amministrazione, riunito in forma collegiale a norma dell'art. 22).

Se l'amministrazione spetta congiuntamente a più persone, è necessario il consenso di tutti gli amministratori per il compimento delle operazioni sociali.

Art. 28. Divieto di concorrenza. Sino a contraria deliberazione dell'assemblea, gli amministratori non sono vincolati al divieto di cui all'articolo 2390 del Codice Civile.

Titolo VII° Bilancio ed utili

Art. 29. Bilancio d'esercizio. Gli esercizi sociali si chiudono il 30 giugno di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo procederà alla formazione del progetto di bilancio comprendente lo stato patrimoniale, il conto economico e la nota integrativa, corredandolo con una relazione sull'andamento della gestione che dovrà avere i requisiti di cui all'articolo 2428 del Codice Civile. L'organo amministrativo, ricorrendone i presupposti, potrà uniformarsi con quanto previsto dall'articolo 2435-bis del Codice Civile relativamente al bilancio in forma abbreviata.

Il bilancio deve essere sottoposto alla decisione dei soci a norma del precedente art. 11) entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio, ovvero nel maggior termine di 180 (centottanta) giorni alle condizioni e nei limiti previsti dal secondo comma dell'articolo 2364 del C.C. Gli amministratori segnalano le ragioni della dilazione nella relazione sulla gestione, o in mancanza, nella nota integrativa.

Art. 30. Destinazione utili d'esercizio. Gli utili netti, dopo il prelievo del cinque per cento destinato alla riserva legale e fino a che questa abbia raggiunto un quinto del capitale sociale, vengono ripartiti fra i soci in proporzione alle partecipazioni possedute o diversamente sono utilizzati secondo la decisione assunta dai soci.

Titolo VIII° Collegio sindacale

Art. 31. Collegio sindacale. La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria nei casi previsti dall'articolo 2477 del Codice Civile. Il Collegio Sindacale, composto di tre membri effettivi e due supplenti, è nominato con decisione dei soci, che stabilisce anche sulla nomina del presidente. Esso dura in carica tre esercizi, scadendo alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del terzo bilancio relativo all'esercizio della carica. Il collegio è rieleggibile. Il relativo compenso viene determinato dai soci all'atto della nomina. Si applicano le cause di ineleggibilità e decadenza stabilite dall'articolo 2399 del Codice Civile e dalle leggi speciali, nonché le norme previste dal Codice Civile per il Collegio sindacale delle società per azioni con possibilità di tenere le riunioni con sistemi di telecomunicazione, secondo le modalità indicate nel precedente art. 16).

Il Collegio sindacale svolgerà anche le funzioni di controllo contabile laddove consentito dalla legge.

Titolo IX° Scioglimento e liquidazione

Art. 32. Liquidazione. La società si scioglie nei casi e con i modi previsti dalla legge.

Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

In tal caso, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'articolo 2484 del Codice Civile ovvero da altre disposizioni di legge o del presente statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto, dispone:

- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del migliore realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'articolo 2489 del Codice Civile, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per la modificazione del presente statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso ai sensi dell'art. 10) del presente statuto.

Titolo X° Clausola compromissoria

Art. 33. Arbitrato. Qualunque controversia dovesse insorgere tra la società e i soci, fra i soci, gli amministratori e i liquidatori in dipendenza di questo statuto sarà rimessa al giudizio di un collegio di tre arbitri amichevoli compositori, nominati dal Presidente della Camera Arbitrale della Provincia di Modena.

Gli arbitri giudicheranno ex bono et a equo, senza formalità di procedure e inappellabilmente, quali amichevoli compositori.

Titolo XI° Disposizioni generali

Art. 34. Rinvio. Per tutto quanto non espressamente contemplato nel presente statuto si fa riferimento alle disposizioni di legge in materia di società a responsabilità limitata.»

Neuvième résolution

L'assemblée, après avoir délibéré de confier l'administration de la société à un administrateur unique, décide de nommer administrateur unique de la société:

Monsieur Franco Fagnano, maître en droit, demeurant à I-15057 Tortona, Via Lorenzo Perosi 40 (Italie), qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Dixième résolution

L'assemblée décide de conférer à:

- Monsieur Giulio Rubino, né à Gênes (Italie), le 16 avril 1981, avec adresse professionnel Via Lorenzo Perosi, n. 40, Tortona (Italie), Code Fiscal RBNGLI81D16D969L;
- Madame Donatella Leddi, née à Broni/PV (Italie), le 25 décembre 1962, avec adresse professionnelle Via Lorenzo Perosi, n. 40, Tortona (Italie), Code Fiscal LDDDTL62T65B201U;

même individuellement, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à deux mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. Mariani, A. Fernandes, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 décembre 2007. Relation GRE/2007/5616. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 4 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008011009/231/431.

(080002075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

Triton Masterluxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 135.066.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-seventh day of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

- WERU LUXCO S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated in accordance with and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Registry of Commerce and Companies of Luxembourg («Weru»),

- VALVE LUXCO S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated in accordance with and governed by the laws of Luxembourg with registered office at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-105334 («Valve»),

- LUKAS LuxCo 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated in accordance with and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-121148 («Lukas»), and

- DENIM HOLDCO S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated in accordance with and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-93010 («Denim»),

each represented by M^e Marc Loesch, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of four proxies given in Sydney, on 27 December 2007.

The above mentioned proxies, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which is herewith established as follows:

Chapter I. Form, name, registered office, object, duration

Art. 1. Form, Name. There is established by the shareholders a société à responsabilité limitée (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

At no time the number of the shareholders may exceed forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of TRITON MASTERLUXCO 1 S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

In addition, the Company may render domiciliation services to companies belonging to the same group as the Company.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders, as the case may be, voting with the quorum and majority rules provided by law.

Chapter II. Capital, shares

Art. 5. Subscribed capital. The subscribed capital of the Company is set at thirty thousand euro (EUR 30,000.-) divided into five hundred thousand (500,000) class 1 shares, (the «Class 1 Shares»), five hundred thousand (500,000) class 2 shares, (the «Class 2 Shares»), five hundred thousand (500,000) class 3 shares, (the «Class 3 Shares») and one million five hundred thousand (1,500,000) class 4 shares, (the «Class 4 Shares») with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up.

In addition to the subscribed capital, there may be set up a share premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to make distributions to the shareholders (including at the liquidation of the Company), provided that any such redemption or such distribution out of share premium may only benefit such class of shares on which the relevant share premium has originally been paid, save as otherwise provided for here below or to offset any net realized losses or to allocate funds to the legal reserve.

The Class 1 Shares, the Class 2 Shares, the Class 3 Shares and the Class 4 Shares, together with any additional classes of shares that the Company may create from time to time shall be referred to as the «Investment Shares».

The capital contribution (the «Contribution»), including any share premium attached to it, made in counterpart of the issue of each class of the Investment Shares as well as any other contributions such as any income, dividend, interest deriving from the Targeted Investment (as defined below) relating to each such class of Investment Shares (all together the «Contributions») shall be invested pursuant to the investment policy determined by the Board of Managers for the investment established in respect of the relevant Class or classes of Investment Shares (each a «Targeted Investment»). Consequently, each class of Investment Shares will be linked to a particular Targeted Investment.

For each class of Investment Shares, the Board of Managers shall keep track, in the books of the Company, of (i) the Contributions, (ii) their related use (in particular the Targeted Investment and any other asset that might relate to the class of Investment Shares concerned), as well as (iii) any charges attributable to the Targeted Investment linked to each class of Investment Shares. For this purpose, the Board of Managers will prepare a set of analytical accounts for each class of Investment Shares.

The net asset value of each class of Investment Shares (the «Net Asset Value») is determined by aggregating the value of the Targeted Investment and of any other asset of every kind and nature allocated to that class of Investment Shares and by deducting all liabilities allocated to that class of Investment Shares such as loans, administrative expenses, tax liabilities, etc.

Where any asset is derived from another asset as a result of an exchange of assets, merger, contribution in kind, or similar operations, such derivative asset shall be attributed in the books of the Company to the same class of Investment Shares as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant class of Investment Shares.

In the case where any expense of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of Investment Shares, such expense shall be allocated between the various Classes of Investment Shares according to the following formula:

$$\text{Expenses not linked to a specific investment} \times \frac{\text{Aggregate nominal value of the shares of one class of shares, plus share premium attributed to that class of shares (if any)}}{\text{Aggregate nominal value of the shares of all classes of shares, plus aggregate amount of share premium attributed to all classes of shares}}$$

To the extent permissible by applicable law, including without limitation, compliance with the legal requirement to create a reserve, and subject to the following, the shareholders of each class of Investment Shares shall have an exclusive right to distributions by way of (i) dividend, (ii) redemption of own shares, (iii) reduction of the subscribed capital, (iv) reduction of a reserve and (v) liquidation made by the Company (the «Distributions») up to the Net Asset Value of the class of Investment Shares concerned.

Notwithstanding the principle stated above, in case a Distribution to which the shareholders of a class of Investment Shares which has a positive Net Asset Value are entitled is not permissible by applicable law up to the full amount of the Net Asset Value of the class of Investment Shares concerned, the shareholders of a class of Investment Shares which has a positive Net Asset Value shall be entitled only to a Distribution in an amount equal to:

$$\text{Net Asset Value of the class of Investment Shares concerned} \times \frac{\text{Aggregate amount of the Distributions permissible by applicable law}}{\text{Aggregate of all the positive Net Asset Values of the Company}}$$

The amount to be distributed pursuant to the principles stated above per Investment Share of the class of Investment Shares concerned will be equal to the total amount distributed to all the Investment Shares of the class of Investment Shares concerned divided by the total number of Investment Shares issued within the relevant class of Investment Shares.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to a fraction in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by article 20 of these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Board of managers, statutory auditors

Art. 9. Board of Managers. The Company will be managed and administered by a board of managers (referred to as the «Board of Managers») composed of at least two members who need not be shareholders (the «Managers»).

The Managers will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their number and the period of their mandate. They will hold office until their successors are elected. They are re eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be. Each Manager may as well resign. The single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, decide upon the compensation of each Manager.

The single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, may decide to appoint one or several Class A Manager(s) and one or several Class B Manager(s).

Art. 10. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman or by any other Manager.

The Chairman, if any, will preside at all meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s) (if any), except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing, by fax or by e-mail. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by e-mail of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

Subject to the following, a quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. If Class A and Class B Managers have been appointed, a quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office comprising at least one Class A Manager and one Class B Manager. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

A conference telephone call during which a quorum of the Managers as above-mentioned participates in the call shall be valid as meeting of the board provided written minutes reflecting the decisions adopted during such telephone conference call signed by all the Managers attending such telephone conference call are made.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the secretary (if any) or by any two members of the Board of Managers.

Art. 12. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the single shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents, chosen by it.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Representation of the Company. Subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of two Managers or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such power.

However if the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, has appointed one or several Class A Manager(s) and one or several Class B Manager(s), the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Managers, within the limits of such power.

Art. 16. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 17. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable in such a case.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor(s) or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

General meeting of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 18. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by law or by the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the last day of May each year, at 3.15 p.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of the law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, or, by virtue of these Articles of Incorporation, as the case may be, will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the capital.

Each Investment Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any member of the Board of Managers.

Chapter V. Financial year, distribution of profits

Art. 21. Financial Year. The Company's financial year starts on the first day of January and ends the last day of December of each year.

Art. 22. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed, The Board of Managers draws up the annual accounts, in accordance with the law.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these annual accounts at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 23. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, in accordance with the rules laid down in article 5 of the Articles of Incorporation. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend, always in accordance with the rules laid down in article 5 of the Articles of Incorporation.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Managers may pay out interim dividends. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in article 20 of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After the payment of all debts and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the holders of the shares as follows: after repayment of each shareholders' capital contribution (including any share premium paid), the net liquidation proceeds will be apportioned between the shareholders in proportion to their aggregate contributions to the Company to subscribe for the shares held by them (including any share premium paid).

Chapter VII. Applicable law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription - Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up,

- thereupon now appeared Maître Marc Loesch, aforementioned, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of Weru by virtue of a proxy given on 27 December 2007.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Weru to five hundred thousand (500,000) Class 1 Shares, with a nominal value of one cent each (EUR 0.01) each, and to make payment in full of the nominal value of each of such shares for an aggregate amount of five thousand euro (EUR 5,000.-) together with a share premium of fifty-three million eight hundred seventy-one thousand three hundred thirty-three euro (EUR 53,871,333.-) by a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities, without exception, of Weru, having an aggregate value of fifty-three million eight hundred seventy-six thousand three hundred thirty-three euro (EUR 53,876,333.-) (the «First Contribution»).

- thereupon now appeared Maître Marc Loesch, aforementioned, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of Valve by virtue of a proxy given on 27 December 2007.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Valve to five hundred thousand (500,000) Class 2 Shares, with a nominal value of one cent each (EUR 0.01) each, and to make payment in full of the nominal value of each of such shares for an aggregate amount of five thousand euro (EUR 5,000.-) together with a share premium of one million two hundred five thousand five hundred thirty-eight euro (EUR 1,205,538.-) by a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities, without exception, of Valve, having an aggregate value of one million two hundred ten thousand five hundred thirty-eight euro (EUR 1,210,538.-) (the «Second Contribution»).

- thereupon now appeared Maître Marc Loesch, aforementioned, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of Lukas by virtue of a proxy given on 27 December 2007.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Lukas to five hundred thousand (500,000) Class 3 Shares, with a nominal value of one cent each (EUR 0.01) each, and to make payment in full of the nominal value of each of such shares for an aggregate amount of five thousand euro (EUR 5,000.-) together with a share premium of three million eight hundred sixty-two thousand five hundred fifty-six euro (EUR 3,862,556.-) by a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities, without exception, of Lukas, having an aggregate value of three million eight hundred sixty-seven thousand five hundred fifty-six euro (EUR 3,867,556.-) (the «Third Contribution»).

- thereupon now appeared Maître Marc Loesch, aforementioned, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of Denim by virtue of a proxy given on 27 December 2007.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Denim to one million five hundred thousand (1,500,000) Class 4 Shares, with a nominal value of one cent each (EUR 0.01) each, and to make payment in full of the nominal value of each of such shares for an aggregate amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000.-) together with a share premium of four million one hundred ninety-nine thousand four hundred seventy-four euro and thirty-six cents (EUR 4,199,474.36) by a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities, without exception, of Denim, having an aggregate value of four million two hundred fourteen thousand four hundred seventy-four euro and thirty-six cents (EUR 4,214,474.36) based on a Danish Krone (DKK) equivalent of thirty-one million four hundred forty-nine thousand three hundred seventy-seven Danish Krone (DKK 31,449,377.-), converted on the basis of an exchange ratio of EUR 1.- = DKK 7.46223 (the «Fourth Contribution»).

The First Contribution, the Second Contribution, the Third Contribution and the Fourth Contribution are referred together as the «Contributions».

The subscribers, acting through their attorney-in-fact, state that (i) there subsist no impediments to the free transferability of the Contributions to the Company without any restriction or limitation, and that (ii) instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contributions to the Company.

The value of each of the Contributions is described in four valuation reports on a contribution in kind regarding the First Contribution, the Second Contribution, the Third Contribution and the Fourth Contribution respectively established by the relevant subscribers, which shall remain annexed to the present deed.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and end on 31 December 2008.

Resolutions of the shareholders' meeting

Immediately after the formation of the Company, the appearing parties, represented as above mentioned, acting as shareholders, have taken the following resolutions:

1) The shareholder resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for a unlimited period of time:

1. Mr Lars Frankfelt, with professional address at 105 Piccadilly, London W1J 7NJ, United Kingdom, as Class A Manager;
2. Ms Audrey Coppede, with professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, as Class B Manager; and
3. Mr Brian McMahon, with professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, as Class B Manager.

2) The Company shall have its registered office at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Declaration for tax purposes

Insofar as

(i) the First Contribution in kind which consists in all the assets and liabilities of Weru a company having its registered office in the European Community, contributing all of its assets and liabilities to the Company which has its registered seat in the European Community,

(ii) the Second Contribution which consists in all the assets and liabilities of Valve a company having its registered office in the European Community, contributing all of its assets and liabilities to the Company which has its registered seat in the European Community,

(iii) the Third Contribution which consists in all the assets and liabilities of Lukas a company having its registered office in the European Community, contributing all of its assets and liabilities to the Company which has its registered seat in the European Community, and

(iv) the Fourth Contribution which consists in all the assets and liabilities of Denim, a company having its registered office in the European Community, contributing all of its assets and liabilities to the Company which has its registered seat in the European Community,

the Company refers for each of the Contributions to Article 4-1 of the law of 29 December 1971, as amended, which provides for proportional capital duty exemption in such cases.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately seven thousand seven hundred euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- WERU LUXCO S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous et régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en cours d'enregistrement avec le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg («Weru»);

- VALVE LUXCO S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous et régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, et enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-105334 («Valve»),

- LUKAS LuxCo 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous et régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, et enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-121148 («Lukas»), et

- DENIM HOLDCO S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous et régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, et enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-93010 («Denim»),

Chacune représentée par M^e Marc Loesch, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de quatre procurations données à Sydney, le 27 décembre 2007.

Lesquelles procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lequels comparants, représentés comme dit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par les présentes:

Chapitre I^{er} . Forme, dénomination, siège, objet, durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présents associés une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

En aucun cas les associés ne peuvent dépasser quarante (40) associés, par suite notamment.

La Société adopte la dénomination TRITON MASTERLUXCO 1 S.à r.l.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Commune de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ses participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés dans quelque forme que ce soit.

Elle peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

Elle peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

De plus, la Société peut fournir des services de domiciliation aux sociétés qui appartiennent au même groupe que la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas, suivant les règles de quorum et de majorité prévues par la loi.

Chapitre II. Capital, actions

Art. 5. Capital social souscrit. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-) divisé en cinq cent mille (500.000) parts sociales de Catégorie 1 (les «Parts Sociales de Catégorie 1»), cinq cent mille (500.000) parts sociales de Catégorie 2 (les «Parts Sociales de Catégorie 2»), cinq cent mille (500.000) parts sociales de Catégorie 3 (les «Parts Sociales de Catégorie 3») et un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales de Catégorie 4 (les «Parts Sociales de Catégorie 4»), ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

En plus du capital social souscrit, un compte prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes d'émission payées sur une part sociale en sus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement, en cas de rachat par la Société des parts sociales des associés, pour effectuer des distributions aux associés (y compris lors de la liquidation de la Société), sous réserve qu'un tel rachat ou qu'une telle distribution prélevés sur la prime d'émission bénéficie seulement aux catégories de parts sociales pour lesquelles la prime d'émission en question a été payée à l'origine, à l'exception des cas prévus ci-après ou pour compenser des pertes nettes réalisées ou pour attribuer des fonds à la réserve légale.

Les Parts Sociales de Catégorie 1, les Parts Sociales de Catégorie 2, les Parts Sociales de Catégorie 3 et les Parts Sociales de Catégorie 4 ensemble avec les parts sociales d'autres catégories que la Société peut émettre de temps à autres, sont dénommées comme des «Parts Sociales d'Investissement».

L'apport en capital (l'«Apport»), y compris toute prime d'émission qui s'y rapporte, fait en contrepartie de l'émission de chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement ainsi que tous autres apports tels que tout revenu, dividende, intérêt dérivé de l'Investissement Visé tel que défini ci-après; relatifs à chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement (tous ensemble les «Apports») seront investis conformément à la politique d'investissement déterminée par le Conseil de Gérance pour l'investissement établi au regard de la ou les Classes de Parts Sociales d'Investissement concernée(s)

(chacun, un «Investissement Visé»). Par conséquent, chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement sera liée à un Investissement Visé spécifique.

Pour chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement, le Conseil de Gérance conservera la trace, dans les livres de la Société, (i) des Apports, (ii) de leur utilisation (en particulier l'Investissement Visé et tout autre actif qui pourrait être relatif à la catégorie de Parts Sociales d'Investissement concernée), ainsi que (iii) toutes charges attribuables à l'Investissement Visé lié à chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement. A cette fin, le Conseil de Gérance établira des comptes analytiques pour chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement.

La valeur nette d'inventaire de chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement (la «Valeur Nette d'Inventaire») est déterminée en ajoutant à la valeur de l'Investissement visé tout autre actif de toute sorte et de toute nature lié à cette catégorie de Parts Sociales d'Investissement et en déduisant tout le passif lié à cette catégorie de Parts Sociales d'Investissement tel que les prêts, dépenses administratives, charges fiscales, etc.

Lorsqu'un actif dérive d'un autre actif en raison d'un échange d'actifs, fusion, apport en nature, ou d'une opération similaire, un tel actif dérivé sera attribué dans les registres de la Société à la même catégorie de Parts Sociales d'Investissement que les actifs dont il est dérivé et, à chaque ré-évaluation d'un actif, l'augmentation ou la diminution en valeur sera appliquée à la catégorie de Parts Sociales d'Investissement concernée.

Lorsqu'une dépense de la Société ne peut être considérée comme étant attribuable à une catégorie particulière de Parts Sociales (Parts Sociales d'Investissement), une telle dépense sera attribuée aux catégories de Parts Sociales d'Investissement selon la formule suivante:

$$\text{Dépenses non liées à un investissement spécifique} \times \frac{\text{Valeur nominale totale des parts sociales d'une catégorie de parts sociales, plus (le cas échéant) la prime d'émission allouée à cette catégorie de parts sociales}}{\text{Valeur nominale totale des parts sociales appartenant à toutes les catégories de parts sociales, plus (le cas échéant) le montant total des primes d'émission allouées à toutes les catégories de parts sociales}}$$

Dans la mesure permise par la loi applicable, en ce compris, mais sans limitation l'observation de l'exigence légale de créer une réserve, et sous réserve de ce qui suit, les associés de chaque catégorie de Parts Sociales d'Investissement auront un droit exclusif aux distributions sous forme de (i) dividendes, (ii) rachat de parts sociales propres, (iii) de réduction du capital souscrit, (iv) de réduction d'une réserve et (v) de liquidation par la Société (les «Distributions») dans la limite de la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie de Parts Sociales d'Investissement concernée.

Nonobstant le principe exposé plus haut, dans l'hypothèse d'une Distribution à laquelle les associés d'une catégorie de Parts Sociales d'Investissement qui a une Valeur Nette d'Inventaire positive ont droit, n'est pas autorisée en vertu du droit applicable dans la limite du montant total de la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie de Parts Sociales d'Investissement concernée, les associés d'une catégorie de Parts Sociales d'Investissement qui a une Valeur Nette d'Inventaire positive auront seulement droit à une Distribution égale à:

$$\text{Valeur Nette d'Inventaire des Parts Sociales d'Investissement concernées} \times \frac{\text{Montant cumulé des Distributions autorisées par le droit applicable}}{\text{Cumul de toutes les Valeurs Nettes d'Inventaire positives de la Société concernées}}$$

Le montant à distribuer conformément aux principes exposés plus haut par Part Sociale d'Investissement de la catégorie de Parts Sociales d'Investissement concernée sera égal au montant total distribué à toutes les Parts Sociales d'Investissement de la Classe des Parts Sociales d'Investissement concernée divisé par le nombre total de Parts Sociales d'Investissement émises dans la Classe de Parts Sociales concernée.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire droit à une fraction des bénéfices de la Société et dans tout l'actif social ainsi qu'une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles auront été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique, ou par une résolution de l'assemblée générale

des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par l'article 20 de ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre évènement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Chapitre III. Conseil de gérance, commissaires aux comptes

Art. 9. Conseil de Gérance. La Société est gérée et administrée par un Conseil de Gérance (ci-après le «Conseil de Gérance») composé de deux membres au moins, associés ou non (ci-après les «Gérants»).

Les Gérants sont nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif par décision de l'associé unique ou des associés. Chaque Gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, décidera de la rémunération de chaque Gérant.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, pourra nommer un ou plusieurs Gérants de Catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B.

Art. 10. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président (ci-après le «Président»). Il peut choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et de ceux des assemblées générales des associés.

Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation du Président ou par tout Gérant.

Le Président, s'il y en a un, préside toutes les assemblées générales des associés et toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence l'assemblée générale des associés ou le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre président pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance est donné à tous les Gérants au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indique le lieu, la date et l'heure de la réunion et contient l'ordre du jour. Il peut être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur ou par e-mail de chaque Gérant. Une convocation spéciale n'est pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tient à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance peut de temps en temps déterminer.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant un autre Gérant comme son mandataire.

Sous réserve de ce qui suit, le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des Gérants est présente ou représentée. Si des Gérants de Catégorie A ou de Catégorie B ont été nommés, le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée, un tel quorum comprenant au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de Catégorie B. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de la réunion.

Une conférence téléphonique à laquelle participe le quorum de Gérants prévu ci-avant constitue une réunion du Conseil de Gérance valable sous condition qu'un procès-verbal reprenant les décisions prises lors de la conférence par téléphone signé par tous les Gérants participant à cette conférence par téléphone soit dressé.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance sont signés par le président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a un). Les procurations restent annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, sont signés par le président et par le secrétaire (s'il y en a un) ou par deux Gérants.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les Statuts à l'associé unique ou aux associés sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil de Gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et d'autres sociétés ou firmes n'est affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y ont un intérêt personnel, ou en sont administrateur, gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplit en même temps des fonctions d'administrateur, de gérant, d'associé, de

fondé de pouvoirs ou d'employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contracte ou entre autrement en relations d'affaires, n'est pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou une telle opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 15. Représentation de la Société. Sous réserve de ce qui suit, vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la signature conjointe de deux Gérants, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été conféré par le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Toutefois, si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, a nommé un ou plusieurs Gérant(s) de Catégorie A et un ou plusieurs Gérant(s) de Catégorie B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et elle doit obligatoirement l'être dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il y en a, sont nommés par l'associé unique ou par les associés, selon le cas, qui détermine leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif par décision de l'associé unique ou des associés.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 17. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblées générales conformément aux conditions fixées par la loi, sur convocation par le Conseil de Gérance, ou à défaut, par le ou les commissaires aux comptes. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la loi indique la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contient l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par e-mail un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produisent des circonstances de force majeure qui sont appréciées souverainement par le Conseil de Gérance.

Art. 18. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve des autres pouvoirs réservés au Conseil de Gérance en vertu de la loi ou des Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, se tient au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier jour du mois de mai de chaque année, à 15.15 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les statuts ou dont l'adoption est soumise par les statuts, ou selon le cas, par la loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts, est prise par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Sauf disposition contraire de la loi ou des statuts, toutes les autres décisions sont prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Chaque Part Sociale d'Investissement donne droit à une voix lors des assemblées générale ordinaire et extraordinaire.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par un membre du Conseil de Gérance.

Chapitre V. Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 21. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 22. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de ces documents. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne peut être exercé que pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée.

Art. 23. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'associé unique ou les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets, en conformité avec les dispositions de l'article 5 des statuts de la Société. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer comme dividendes, toujours en conformité avec les dispositions de l'article 5 des statuts de la Société.

Le Conseil de Gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues à l'article 20 des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectue par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net est réparti entre tous les associés de la manière suivante: après le remboursement de la contribution de chaque associé au capital (y compris les primes d'émission payées), le produit net de la liquidation sera repartie entre les associés en proportion de leur participation à la Société de souscrire pour les parts sociales détenues par eux (comprenant toute prime d'émission payée).

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts sont réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés,

- est alors intervenu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de Weru en vertu d'une procuration remise le 27 décembre 2007.

La procuration mentionnée ci-dessus, signée par la personne présente et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire de la Comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Weru à cinq cent mille (500.000) Parts Sociales de Catégorie 1, d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, et de payer en totalité la valeur nominale de chacune de ces parts sociales pour un montant total de cinq mille euro (EUR 5.000,-) avec une prime d'émission d'un montant total de cinquante-trois millions huit cent soixante et onze mille trois cent trente-trois euros (EUR 53.871.333,-), par un apport en nature portant sur tous les actifs et passifs, sans exception, de Weru, ayant une valeur totale de cinquante-trois millions huit cent soixante-seize mille trois cent trente-trois euros (EUR 53.876.333,-) (le «Premier Apport»);

- est alors intervenu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de Valve en vertu d'une procuration remise le 27 décembre 2007.

La procuration mentionnée ci-dessus, signée par la personne présente et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire de la Comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Valve à cinq cent mille (500.000) Parts Sociales de Catégorie 2, d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, et de payer en totalité la valeur nominale de chacune de ces parts sociales pour un montant total de cinq mille euro (EUR 5.000,-) avec une prime d'émission d'un montant total de un million deux cent cinq mille cinq cent trente-huit euros (EUR 1.205.538,-), par un apport en nature portant sur tous les actifs et passifs, sans exception, de Valve, ayant une valeur totale de un million deux cent dix mille cinq cent trente-huit euros (EUR 1.210.538,-) (le «Second Apport»);

- est alors intervenu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de Lukas en vertu d'une procuration remise le 27 décembre 2007.

La procuration mentionnée ci-dessus, signée par la personne présente et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire de la Comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Lukas à cinq cent mille (500.000) Parts Sociales de Catégorie 3, d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, et de payer en totalité la valeur nominale de chacune de ces parts sociales pour un montant total de cinq mille euro (EUR 5.000,-) avec une prime d'émission d'un montant total de trois millions huit cent soixante-deux mille cinq cent cinquante-six euros (EUR 3.862.556,-), par un apport en nature portant sur tous les actifs et passifs, sans exception, de Lukas, ayant une valeur totale de trois millions huit cent soixante-sept mille cinq cent cinquante-six euros (EUR 3.867.556,-) (le «Troisième Apport»);

- est alors intervenu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de Denim en vertu d'une procuration remise le 27 décembre 2007.

La procuration mentionnée ci-dessus, signée par la personne présente et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire de la Comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Denim à un million cinq cent mille (1.500.000) Parts Sociales de Catégorie 4, d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune, et de payer en totalité la valeur nominale de chacune de ces parts sociales pour un montant total de quinze mille euro (EUR 15.000,-) avec une prime d'émission d'un montant total de quatre millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent soixante-quatorze euros trente-six cents (EUR 4.199.474,36), par un apport en nature portant sur tous les actifs et passifs, sans exception, de Denim, ayant une valeur totale de quatre millions deux cent quatorze mille quatre cent soixante-quatorze euros trente-six cents (EUR 4.214.474,36) basée sur un équivalent en couronnes danoises (DKK) de trente-et-un millions quatre cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix-sept couronnes danoises (DKK 31.449.377,-) sur base d'un taux d'échange de EUR 1 = DKK 7,46223 (le «Quatrième Apport»).

Le Premier Apport, le Second Apport, le Troisième Apport et le Quatrième Apport sont définis comme les «Apports»:

Les souscripteurs, agissant par le biais de leur mandataire, déclarent (i) qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert des Apports à la Société et (ii) que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable des Apports à la Société.

La valeur de chacun des Apports est décrite dans quatre rapports d'évaluation de l'apport en nature pour le Premier Apport, le Second Apport, le Troisième Apport et le Quatrième Apport respectivement établi par le Conseil de Gérance des souscripteurs correspondants, qui resteront annexés au présent acte.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, la première année sociale commencera à la date de constitution et finira le 31 décembre 2008.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant, représenté comme dit ci-dessus, agissant en sa qualité de représentant des associés, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des Gérants est fixé à trois (3) et les personnes suivantes sont nommées Gérants pour une durée indéterminée:

1. M. Lars Frankfelt, ayant son adresse professionnelle au 105 Piccadilly, W1J 7NJ Londres, Angleterre, comme Gérant de Catégorie A;

2. Mme Audrey Coppede, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, comme Gérant de Catégorie B; et

3. M. Brian McMahon, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, comme Gérant de Catégorie B;

2) Le siège social est fixé au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Déclaration pour objet fiscal

Dans la mesure où

- le Premier Apport porte sur tous les actifs et passifs de Weru, une société ayant son siège social dans l'Union Européenne, apportant tous ses actifs et passifs à la Société qui a son siège social dans l'Union Européenne,

- le Second Apport porte sur tous les actifs et passifs de Valve, une société ayant son siège social dans l'Union Européenne, apportant tous ses actifs et passifs à la Société qui a son siège social dans l'Union Européenne,

- le Troisième Apport porte sur tous les actifs et passifs de Lukas, une société ayant son siège social dans l'Union Européenne, apportant tous ses actifs et passifs à la Société qui a son siège social dans l'Union Européenne,

- le Quatrième Apport porte sur tous les actifs et passifs de Denim, une société ayant son siège social dans l'Union Européenne, apportant tous ses actifs et passifs à la Société qui a son siège social dans l'Union Européenne,

la Société se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 pour chacun de ces Apports qui prévoit l'exonération du droit d'apport dans ces cas.

13946

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ sept mille sept cents euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Loesch, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 3 janvier 2008, Relation: EAC/2008/131. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 janvier 2008.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008011558/239/745.

(080007361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Luxembourg Online S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 52.947.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011011/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03711. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Groupe Medi Contract S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 102.223.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie extraordinairement le 5 novembre 2007

L'assemblée générale a pris acte de la démission de Madame Liliane Lambert Lorent de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Est nommé aux fonctions d'administrateur:

M^e Pol Thielen, Avocat à la Cour, né le 6 mars 1976 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

Le mandat prendra fin avec celui des autres administrateurs en fonctions.

Luxembourg le 22 novembre 2004.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008011027/278/19.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03530. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

NPEI Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 103.855.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue à Luxembourg le 5 décembre 2007

Lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 5 décembre 2007, il a été décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de l'administrateur Monsieur Eric Biren, avec effet immédiat,
2. élire en tant qu'administrateurs de la Société, Monsieur Gérard Ferret, né le 23 février 1962 à Clamart (France), et résidant professionnellement au 51, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, ainsi que Monsieur Xavier Guyard, né le 3 mai 1951 à Paris (France) et résidant professionnellement au 51, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, dans les deux cas jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en l'année 2008 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011266/1138/23.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2008, réf. LSO-CM04186. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080007652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Le Midi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 26.767.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire réunie extraordinairement le 5 novembre 2007

L'assemblée générale a pris acte de la démission de Madame Liliane Lambert Lorent de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Est nommé à la fonction de commissaire aux comptes

- Maître Daniel Cravatte, avocat à la Cour, né à Luxembourg le 5 mai 1980, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau,

Le mandat prendra fin à l'assemblée générale devant se tenir en 2011.

Luxembourg le 5 novembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008011028/278/19.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03546. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Quid Novi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 23, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 57.964.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la Société, extraordinairement en date du 5 novembre 2007 à 14.00 heures

L'assemblée ratifie la démission de Monsieur Fred Lion et de Monsieur Thomas Demande de leur poste d'administrateur. Le nombre des administrateurs passe de 3 à 1 membre.

Luxembourg, le 5 novembre 2007.
Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un administrateur

Référence de publication: 2008011031/832/17.

Enregistré à Diekirch, le 7 décembre 2007, réf. DSO-CL00064. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080006280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Flona Immo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 135.050.

—
Réunion du Conseil d'Administration

Les soussignés:

1. Fabrice Laurent, employé privé, demeurant professionnellement à L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich,
 2. Ali Bouamara, employé privé, demeurant professionnellement à L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich,
 3. Nataliya Laurent, employée privée, demeurant professionnellement à L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich,
- administrateurs de la société FLONA IMMO SA, établie et ayant son siège à L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich, se sont réunis en conseil et nomment à l'unanimité Fabrice Laurent, susdit, administrateur-délégué de la société qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature, jusqu'à l'assemblée ordinaire de 2010.

Luxembourg, le 19 novembre 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2008011032/218/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01288. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080007040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Doctis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.600.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011046/784/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06944. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Compagnie Sud-Express S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 4B, route de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 102.696.

—
Extraits suivant assemblées générales extraordinaires

du 16 février 2004, Point 4: Démission de Monsieur Denis Latour en tant qu'administrateur.

du 25 février 2004, Point 1^{er}: Nomination de Monsieur Mars Yvan domicilié 17, route Nationale 4 à B-6951 Bande en tant qu'Administrateur de la société.

du 30 avril 2004, Ordre du jour: Nomination de Madame Latour Claire au poste de Gérant Technique

Monsieur Latour Jules est décédé le 20 juin 1995.

La nouvelle adresse le Latour Daniel est: 4B, route de Bigonville à L-8832 Rombach.

Rombach, le 14 janvier 2008.

C. Latour

Administrateur Gérant Technique

Référence de publication: 2008011048/800428/19.

Enregistré à Diekirch, le 14 janvier 2008, réf. DSO-CM00217. - Reçu 89 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080006830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Faith S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 135.074.

STATUTS

L'an deux mille sept, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- CARDALE OVERSEAS INC, ayant son siège social à Tortola, P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, BVI,

2.- TASWELL INVESTMENTS LTD, ayant son siège social à Tortola, P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, BVI,

Les deux ici représentées par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg,

En vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FAITH S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est indéterminée.

Art. 2. Elle a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration désignera son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société est engagée en toutes circonstances par la conjointe de deux administrateurs.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le premier vendredi du mois de juin à 15.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ainsi que les modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2008.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2009.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarant souscrire les actions comme suit:

1.- CARDALE OVERSEAS INC, préqualifiée, trois cent neuf actions	309
2.- TASWELL INVESTMENTS LTD, préqualifiée, une action	1
Total: trois cent dix actions	310

Les actions ont été libérées à concurrence de 100% par des versements en espèces de sorte que la somme de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

13951

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

CARDALE OVERSEAS INC., avec siège social à P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro IBC 137942, ici représentée par son représentant permanent, Madame Gabrielle Trierweiler, demeurant professionnellement à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

KELWOOD INVESTMENTS LTD., avec siège social à P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro IBC 137958, ici représentée par son représentant permanent, Madame Gabrielle Trierweiler, demeurant professionnellement à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

TASWELL INVESTMENTS LTD, avec siège social à P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro IBC 140878, ici représentée par son représentant permanent, Madame Gabrielle Trierweiler, demeurant professionnellement à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

Troisième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Alex Benoy, réviseur d'entreprises agréé, né à Luxembourg, le 29 mai 1954, demeurant professionnellement à L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 13, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire des comparants a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: A. Braquet, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, Relation: LAC/2007/42618. — Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2008011552/242/131.

(080007457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Société Chorale Ste Cécile Weiswampach, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 26, Kiricheneck.

R.C.S. Luxembourg F 2.857.

Suite à une décision de l'Administration Communale d'introduire, à partir du 1^{er} novembre 2007, une nomenclature des rues dans les localités de la commune de Weiswampach, la plupart des adresses de nos membres, ainsi que le siège social de notre société ont subi des changements.

Lors de l'assemblée du 9 janvier 2008, les membres du conseil d'administration de la SOCIETE CHORALE STE CECILE WEISWAMPACH a.s.b.l. ont pris connaissance de ces modifications et vous prient de bien vouloir procéder au changement de l'adresse du siège social comme suit: L-9990 Weiswampach, 26, Kiricheneck.

Weiswampach, le 9 janvier 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008011051/800784/16.

Enregistré à Diekirch, le 15 janvier 2008, réf. DSO-CM00221. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080006409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Captiva Capital (Luxembourg) Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 103.884.

In the year two thousand and seven, on the thirtieth day of November.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of CAPTIVA CAPITAL (LUXEMBOURG) PARTNERS S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 25, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under section B, number 103.884, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx, residing then in Mersch, dated 29 September 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 18 January 2005, under number 49 (the «Company»), which articles of association have been last amended by a deed of the notary Henri Hellinckx, prenamed, on 23 December 2005 as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 21 April 2006, under number 800.

The extraordinary general meeting is opened at 11.30 a.m. with Mr Marc Elvinger, residing professionally in Luxembourg, chairman of the meeting.

The Chairman appoints as secretary Mr Gildas Le Pannéer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Véronique Marty, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman of the meeting declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Decrease of share capital by three thousand seven hundred eighteen euro and seventy-five cent (EUR 3,718.75) in order to reduce the share capital from its current amount of thirty-three thousand two hundred seventy-six euro and twenty-five cent (EUR 33,276.25) to twenty-nine thousand five hundred fifty-seven euro and fifty cent (EUR 29,557.50) by cancellation of two thousand nine hundred seventy-five (2,975) class A limited shares with a par value of one euro and twenty-five cent (EUR 1.25) each;

2. Subsequent amendment of Article 5 of the articles of association of the Company; and

3. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. It appears from the attendance list that out of the 26,620 class A shares and 1 class B share representing the entire issued share capital of the Company, 18,142 class A shares and 1 class B share are present or represented at the meeting. 68.15% of all the shares being present or represented, the meeting is validly constituted and may properly resolve on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of three thousand seven hundred eighteen euro and seventy-five cent (EUR 3,718.75) in order to reduce the share capital from its current amount of thirty-three thousand two hundred seventy-six euro and twenty-five cent (EUR 33,276.25) to twenty-nine thousand five hundred fifty-seven euro and fifty cent (EUR 29,557.50) by cancellation of two thousand nine hundred seventy-five (2,975) class A limited shares with a par value of one euro and twenty-five cent (EUR 1.25) each.

The general meeting of shareholders unanimously resolves and approves that the share capital decrease is exclusively offered to CAPTIVA CAPITAL MANAGEMENT S.à.r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under registration number B 92025, for the total amount of two thousand five hundred thirty-five euro (EUR 2,535.-).

The repayment shall be effected under observance of the provisions of the article 69 (2) of the law on commercial companies.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the meeting resolves to amend the first paragraph of Article 5 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

« **Art. 5. Share capital.** The Company has an issued share capital of twenty-nine thousand five hundred fifty-seven euro and fifty cent (EUR 29,557.50) divided into twenty-three thousand six hundred forty-five (23,645) class A limited shares having a par value of one euro and twenty-five cent (EUR 1.25) each (the «Class A Shares»), which shall be held by the limited shareholders and 1 (one) class B unlimited share having a par value of one euro and twenty-five cent (EUR 1.25) (the «Class B Shares»), which shall be held by the unlimited shareholder, in representation of its unlimited partnership interest in the Company, all of which are fully paid up.»

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 12 o'clock.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente novembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CAPTIVA CAPITAL (LUXEMBOURG) PARTNERS S.C.A., une société en commandite par actions ayant son siège social au 25, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.884, constituée par acte du notaire Henri Hellinckx, alors de résidence à Mersch, en date du 29 septembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 18 janvier 2005, sous le numéro 49, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire Henri Hellinckx, prénommé, en date du 23 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 21 avril 2006, sous le numéro 800 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 11 heures 30, sous la présidence de Monsieur Marc Elvinger demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Gildas Le Pannéer demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Véronique Marty demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I- La présente assemblée extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de trois mille sept cent dix-huit euros et soixante-quinze centimes d'euros (EUR 3.718,75) pour le ramener de son montant actuel de trente-trois mille deux cent soixante-seize euros et vingt-cinq centimes d'euros (EUR 33.276,25) à vingt-neuf mille cinq cent cinquante-sept euros et cinquante centimes d'euros (EUR 29.557,50) par l'annulation de deux mille neuf cent soixante-quinze (2.975) actions de classe A d'une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq centimes d'euros (EUR 1,25);

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société; et

3. Divers.

II- Les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III- Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV- Suivant la liste de présence, sur les 26,620 actions de classe A and l'action de classe B représentant l'intégralité du capital social de la Société, 18,142 actions de classe A et 1 action de classe B sont présentes ou représentées à la présente assemblée. 68,15% des toutes les actions étant présentes ou représentées, l'assemblée est dûment convoquée pouvant valablement délibérer sur l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a alors pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de trois mille sept cent dix-huit euros et soixante-quinze centimes d'euros (EUR 3.718,75) pour le ramener de son montant actuel de trente-trois mille deux cent soixante-seize euros et vingt-cinq centimes d'euros (EUR 33.276,25) à vingt-neuf mille cinq cent cinquante-sept euros et cinquante centimes d'euros (EUR 29.557,50) par l'annulation de deux mille neuf cent soixante-quinze (2.975) actions de classe A d'une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq centimes d'euros (EUR 1,25).

L'assemblée approuve et décide, à l'unanimité, que la réduction du capital social de la Société affectera exclusivement CAPTIVA CAPITAL MANAGEMENT S.à.r.l., une société à responsabilité régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 92025, pour un montant global de deux mille cinq cent trente-cinq euros (EUR 2.535,-).

Ledit remboursement ne pourra se faire que sous observation de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-neuf mille cinq cent cinquante-sept euros et cinquante centimes d'euros (EUR 29.557,50) divisé en vingt-trois mille six cent quarante-cinq (23.645) actions de classe A ayant une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq centimes (1,25) chacune (les «Actions de Classe A») et une action de classe B ayant une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq centimes (EUR 1,25) (l'«Action de Classe B»), qui sera détenue par l'actionnaire commandité en représentation de sa participation d'actionnaire commandité dans la Société, chacune d'elles étant entièrement libérée.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à midi.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte est évalué à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Elvinger, G. Le Pannéer, V. Marty, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2007, LAC/2007/29835. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2008.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2008011200/220/146.

(080007147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

New SubVCST Luxembourg III, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 111.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES

Signature

Référence de publication: 2008011098/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03864. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Darn S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 121.997.

DISSOLUTION

In the year two thousand and seven, on the seventeenth of December.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary public residing in Luxembourg.

There appeared:

TRAFALGAR OVERSEAS LIMITED, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, here represented by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., No RCS B 37974, here represented by two of its attorney at fact with professional address in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, by virtue of a proxy given in Gibraltar, on June 19th, 2007.

The prenamed proxy, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to enact the following declarations and statements:

That the limited liability company DARN S. à r.l., with registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg under number B 121.997, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, dated November 20th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 12 dated January 11th, 2007.

That the issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR), represented by one hundred (100) share quotas with a par value of one hundred and twenty-five euro (125.- EUR) each, fully subscribed and paid-up.

That TRAFALGAR OVERSEAS LIMITED prenamed, is and will continue to be the owner of all the issued parts of the Company.

That in its quality of sole participant of the company, TRAFALGAR OVERSEAS LIMITED hereby expressly states to proceed to the dissolution and the liquidation of the Company, as per to day.

The Company declares further on to take over on his own account, all the assets and liabilities whether known or unknown of the company DARN S. à r.l. and that it will undertake under its own liability any steps which are required to fulfil said commitments taken by itself in relation with the assets and liabilities of the Company.

That full and entire discharge is granted to the managers of the Company for the execution of their mandates until the dissolution.

That the books and corporate documents relating to the Company will remain at the registered office, where they will be kept in custody during a period of five (5) years.

That LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., is authorized in the name and on behalf of the sole Partner to file any tax declaration, notice to the trade register and any other documents necessary or useful for the finalisation of the liquidation.

Relating to the deposits and publications to be made, all powers are granted to the bearer of a notarial copy of the present deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing entity and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surnames, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille sept, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TRAFALGAR OVERSEAS LIMITED, avec siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, ici représentée par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., No RCS B 37974, ici représentée par deux de ses fondateurs de pouvoir avec adresse professionnelle à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, en vertu d'une procuration délivrée à Gibraltar le 19 juin 2007.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée DARN S. à r.l., ayant son social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 121.997, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 20 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 12 du 11 janvier 2007.

Que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Que la comparante TRAFALGAR OVERSEAS LIMITED prénommée, est et restera propriétaire de toutes les parts sociales de ladite Société.

Qu'en tant qu'associée unique de la Société, elle déclare expressément procéder à la dissolution et à la liquidation de la susdite Société, avec effet à ce jour.

La Société déclare en outre prendre à sa propre charge tout l'actif et passif connu ou inconnu de la société DARN S. à r.l. et qu'elle entreprendra, en les prenant personnellement à sa charge, toutes mesures requises en vue de l'engagement qu'elle a pris à cet effet.

Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exercice de leur mandat jusqu'au moment de la dissolution.

Que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront déposés au siège social où ils seront conservés pendant cinq (5) années.

Que LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., est autorisés au nom et pour le compte de l'associée unique de déposer toute déclaration fiscale, notification au registre de commerce et tout autre document nécessaire ou utile pour la finalisation de la liquidation.

Pour les dépôts et publication à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, LAC/2007/42899. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008011217/5770/95.

(080007126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Vento Italia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 107.849.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011101/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM01995. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Ets A. Lemogne, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 46-48, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 12.752.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011102/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM01987. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

PATRIZIA Real Estate 30 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 135.097.

STATUTEN

Im Jahr zweitausend und sieben, den sechszwanzigsten November,
Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit Amtssitz in Luxemburg,

Ist erschienen:

PATRIZIA LUX 30 N S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, mit Sitz in 4, Grand- Rue, L-1660 Luxembourg,
hier rechtmäßig vertreten durch Andreas Heinzmann, Rechtsanwalt, mit Wohnsitz in Luxemburg, im Wege einer
privatschriftlich erteilten Vollmacht.

Die von dem Gesellschafter ausgestellte Vollmacht, welche von der anwesenden Partei und dem Notar ne varietur
paraphiert wurden, bleibt der Urkunde beigeheftet, um zusammen mit dieser registriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben beschrieben, hat den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit
beschränkter Haftung société à responsabilité limitée, welche die Partei gründet, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Bezeichnung, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgi-
schen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, dem Gesetz vom
18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über Gesell-
schaften mit beschränkter Haftung mit nur einem Gesellschafter und ihren jeweiligen Abänderungen sowie dieser Satzung
unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung PATRIZIA REAL ESTATE 30 S.à r.l.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere
politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, welche die normale Ge-
schäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten
beeinträchtigen, kann die Gesellschaft ihren Sitz nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorüber-
gehend bis zum Ende dieser Ereignisse in einen anderen Staat verlegen.

Eine solche Sitzverlegung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche Luxemburgisch bleibt. Die
Erklärung der Sitzverlegung soll Dritten durch jenes Organ der Gesellschaft bekannt gemacht werden, welches angesichts
der herrschenden Umstände am besten dazu in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften,
der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder auf
andere Weise von Grundeigentum, Geschäftsanteilen, Aktien, Schuldverschreibungen, Pfandbriefen, Schuldscheinen oder
anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung sowie das Management und Verwertung ihres Port-
folios.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeglicher finanzieller, industrieller oder kommerzieller
Gesellschaften beteiligen und kann Tochtergesellschaften sowie anderen verbundenen Unternehmen durch Kredite, Ga-
rantien oder auf andere Art jegliche Unterstützung geben.

Die Gesellschaft kann sich auf jede mögliche Art und Weise verschulden.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen, jede Art finanzieller, beweg-
licher und unbeweglicher, kommerzieller und industrieller Operationen tätigen, welche sie zur Verwirklichung und
Förderung ihres Zweckes für notwendig erachtet.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines
Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt zwanzigtausend euro (EUR 20.000,-) und ist eingeteilt in acht hundert (800)
Anteile von je fünfundzwanzig euro (EUR 25,-).

Art. 8. Solange nur ein Anteilinhaber besteht, kann dieser die Anteile frei übertragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Abtretung von
Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter kann nur nach vorheriger Zustimmung von Gesellschaftern, welche min-
destens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. Verwaltung

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet, die Gesellschafter sein können. Der (die) Geschäftsführer werden von dem alleinigen Anteilshaber oder der Gesellschafterversammlung bestellt, die sie auch jederzeit wieder abberufen können. Die Geschäftsführer sind ermächtigt, Teilbefugnisse einem oder mehreren Bevollmächtigten zu übertragen.

Art. 11. Die Anzahl, die Amtszeit und die jeweilige Entschädigung der Geschäftsführer werden von dem alleinigen Anteilshaber oder der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Der Posten eines Geschäftsführers gilt als zu besetzen, wenn:

- der Geschäftsführer von seinem Posten durch schriftliche Anzeige gegenüber der Gesellschaft zurücktritt, oder
- der Geschäftsführer seinen Posten kraft Gesetzes aufgeben muss oder wenn er aufgrund Gesetzes von der Eigenschaft als Geschäftsführer ausgeschlossen wird,
- der Geschäftsführer insolvent wird, oder
- der Geschäftsführer durch den alleinigen Anteilshaber oder die Gesellschafterversammlung abgewählt wird.

Art. 12. Jeder Geschäftsführer ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden, fallen in den Aufgabenbereich des/der Geschäftsführer(s). Der/die Geschäftsführer vertreten die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen gegenüber Dritten in jeder Rechtsstreitigkeit entweder als Klägerin oder Beklagte.

Art. 13. Die Gesellschaft wird rechtlich in jeder Hinsicht durch die Unterschrift eines Geschäftsführers gebunden. Dies gilt auch für den Fall, dass mehrere Geschäftsführer bestellt sind es sei denn, dass eine gesonderte Entscheidung getroffen wurde, durch welche die Zeichnungs- oder Vertretungsbefugnis nach Artikel 10 dieser Satzung durch Entscheidung des/der Geschäftsführer(s) an andere Personen delegiert wurde.

Titel IV. Gesellschafterversammlung

Art. 14. Solange die Gesellschaft nur einen Anteilshaber hat, übt dieser die Rechte der Gesellschafterversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften aus.

Alle Entscheidungen, die die Kompetenzen der/des Geschäftsführer(s) überschreiten, werden von dem alleinigen Anteilshaber oder der Gesellschafterversammlung getroffen. Solche Beschlüsse müssen schriftlich gefasst werden und werden in einem speziellen Register der Gesellschaft eingetragen.

Für den Fall mehrerer Gesellschafter, werden die Beschlüsse in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der/des Geschäftsführer(s). Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Die Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Titel V. Geschäftsjahr, Gewinn, Reserven

Art. 15. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am letzten Dezembertag eines jeden Jahres mit der Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welches mit der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2007 endet.

Art. 16. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Die Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellen den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht dem alleinigen Anteilshaber oder der Gesellschafterversammlung zur Verfügung.

Art. 17. Die Gesellschafterversammlung verabschiedet jedes Jahr einen Geschäftsplan, einschließlich eines Haushaltsplans, mit Blick auf das darauffolgende Jahr oder die darauf folgenden Jahre.

Titel VI. Liquidation, Auflösung

Art. 18. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der (die) Liquidator(en) verfügt/verfügen über die weitestgehenden Befugnisse zur Veräußerung der Aktiva und Begleichung der Verpflichtungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft sollen alle Auszahlungen, die nach dem Gesetz vorgeschrieben sind, in der Art und Weise erfolgen, wie sie von den Gesellschaftern vereinbart ist.

Titel VII. Verschiedenes

Art. 19. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Zeichnung

Nachdem die oben erwähnte Satzung festgelegt wurde, erklärt die erschienene Partei, das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt zu zeichnen:

PATRIZIA LUX 30 N S.à r.l. achthundert Anteile	800
Gesamt: Achthundert Anteile	800

Alle Anteile wurden zum vollen Betrag von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil durch Barzahlung von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) vollständig bezahlt, so dass nunmehr die Summe von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was auch dem Notar gegenüber nachgewiesen wurde.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen und sonstigen Aufwendungen, welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung tragen muß, belaufen sich auf ungefähr 1.900,-€.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Die oben benannte Partei, welche das gesamte gezeichnete Kapital der Gesellschaft als alleiniger Anteilshalter repräsentiert, beschließt sofort im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft eine außerordentliche Gesellschafterversammlung abzuhalten.

Nach der Feststellung, dass sich die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengefunden hat, beschließt der alleinige Anteilsinhaber folgendes:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, Grand- Rue, L-1660 Luxemburg;
- 2) Als Geschäftsführer werden für eine unbestimmte Dauer folgende Personen ernannt:
 - Dr. Bernhard Engelbrecht, Diplom-Kaufmann, geboren in München am 21. Dezember 1967, mit beruflicher Anschrift in 4, Grand Rue, L-1660 Luxemburg;
 - Dr. Georg Erdmann, Diplom-Kaufmann, geboren in Opladen am 12. Juli 1970, mit beruflicher Anschrift in Fuggerstraße 26, 86150 Augsburg.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache verstehen und sprechen kann, erklärt, dass die vorstehende Urkunde auf Verlangen der Partei in deutscher Sprache verfasst und auch in die englische Sprache übersetzt worden ist. Die Parteien legen fest, dass im Falle von Widersprüchen zwischen beiden Versionen, die deutsche Version Vorrang hat.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar durch Vorname, Name, Stand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen wurde, hat diese Person zusammen mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Es folgt die englische Übersetzung:

In the year two thousand seven, on twenty-sixth of November,
Before Maître Paul Frieders, notary, residing in Luxembourg,

There appeared the following:

PATRIZIA LUX 30 N S.à r.l., a société à responsabilité limitée, organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 4, Grand Rue, L-1660 Luxembourg,

here represented by Andreas Heinzmann, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which powers of attorney, after being signed ne varietur by the attorney-in-fact and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as here-above stated, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société à responsabilité limitée»:

Title I. Object, Denomination, Registered office, Duration

Art. 1. There is hereby established a «société à responsabilité limitée» which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time, the law of September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and the law of December 28, 1992 on unipersonal limited liability companies as well as by the present articles of association.

Art. 2. The name of the company is PATRIZIA REAL ESTATE 30 S.à r.l.

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg-City. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company that is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of real estate, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development, the management and the exploitation of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated or group companies.

The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is established for an unlimited period.

Art. 6. The bankruptcy or the insolvency of the sole shareholder or, as the case maybe, of one of the shareholders does not trigger the dissolution of the company.

Title II. Capital, Shares

Art. 7. The capital of the company is fixed at twenty thousand euro (EUR 20,000.-) divided into eight hundred (800) shares of twenty- five euro (EUR 25.-) each.

Art. 8. Shares can be freely transferred by the sole shareholder, as long as there is only one shareholder.

In case there is more than one shareholder, shares are freely transferable among shareholders. Transfers of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

For all other matters pertaining to transfers of shares, reference is made to Articles 189 and 190 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. Management

Art. 10. The company is managed by one or several managers, whether shareholders or not, who are appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders, which may at any time remove any or all of them. Each manager may give special powers for certain matters to one or more proxy-holders.

Art. 11. The number of managers, their term of office and their remuneration are fixed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders.

The office of a manager shall be vacated if:

- he resigns his office by notice to the company, or

- he ceases by virtue of any provision of the law or he becomes prohibited, or disqualified by law from being a manager,

or

- he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or

- he is removed from office by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders.

Art. 12. Each manager is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful to the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by law to the general meeting. Each manager

represents the company towards third parties and any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by a manager.

Art. 13. The company will be bound in any circumstances by the signature of one manager even in case that several managers have been appointed unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the manager(s) pursuant to article 10 of the present articles of association.

Title IV. General meeting of shareholders

Art. 14. The sole shareholder shall exercise all the powers vested in the general meeting of the shareholders under section XII of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one shareholder, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the management. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg.

Title V. Financial year, Profits, Reserves

Art. 15. The accounting year of the company shall begin on the 1 st of January and shall terminate on the 31 st of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the incorporation of the company and shall terminate on the 31 st of December 2007.

Art. 16. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company together with a balance sheet and a profit and loss account shall be prepared.

The revenues of the company, deduction made of general expenses and charges, amortization and provisions constitute the net profit.

After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortization, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the corporation.

The balance is at the disposal of the sole shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 17. Each year, the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall adopt a business plan in respect of the forthcoming year(s), which shall include a budget.

Title VI. Liquidation, Dissolution

Art. 18. In case of dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be shareholders, designated by the sole shareholder or, as the case may be, by the meeting of shareholders in accordance with the majority condition set out under Article 142 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

In the event of a liquidation distributions shall be made, subject to law, in such manner as agreed by the shareholders as the case may be.

Title VII. Varia

Art. 19. The parties refer to the existing legal provisions for all matters not provided for in the present articles of incorporation.

Subscription

The articles of association having thus been established, the appearing party declares to subscribe the whole capital as follows:

PATRIZIA	LUX	30	N	S.à	r.l.	Shares
						800
Total: eight hundred shares						800

The shares have been fully paid up to the amount of twenty- five euro (EUR 25.-) per share by a contribution in cash of twenty thousand euro (EUR 20,000.-).

As a result the amount of twenty thousand euro (EUR 20,000.-) is as of now at the disposal of the company as has been certified to the notary executing this deed.

13962

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately 1,900.-€.

Extraordinary general meeting

After the articles of association have thus been drawn up, the above named shareholder has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it passed the following resolutions:

1. The registered office of the company is established at 4, Grand- Rue, L-1660 Luxembourg.
2. The following are appointed as managers (gérant) of the company for an unlimited period:
 - Dr Bernard Engelbrecht, Diplom-Kaufmann, born in Munich on 21st December 1967, residing professionally at 4, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg;
 - Dr. Georg Erdmann, Diplom-Kaufmann, born in Opladen on 12th July 1970, residing professionally at Fuggerstraße 26, 86150 Augsburg.

The undersigned notary, who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German and followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the German and the English text, the German version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: A. Heinzmann, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007. LAC / 2007 / 38625. — Reçu 200 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für Gleichlautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxembourg, den 9. Januar 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2008011602/212/296.

(080007659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Chien Bleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 93.306.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011103/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM01982. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Finus S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 8, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 38.734.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011104/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02500. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Finus S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 8, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 38.734.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011105/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02469. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

European NPL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.186.

In the year two thousand and seven, on December nineteenth.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary public, residing in Esch/Alzette.

There appeared:

Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employe, residing in Differdange,

acting in his capacity as attorney of the board of directors of EUROPEAN NPL S.A., by virtue of the minute of the board of directors dated December 10th 2007, copy of which document, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary will be annexed to this document to be filed with it to the registration authorities.

The appearing person required the notary to record that:

I) The company EUROPEAN NPL S.A., a «société anonyme», having its registered office in L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, registered with the trade register in Luxembourg under the number B 121.186, was incorporated by deed of the undersigned notary, on November 2nd 2006, published in the Mémorial C, number 2365 of December 19th, 2006, the articles of incorporation of the Company have been amended by deeds of the undersigned notary:

- on December 19th, 2006, published in Mémorial C number 387 on March 16th 2007,
- on March 15th 2007, published in Mémorial C number 1021 on May 31st 2 007,
- on June 13th, 2007, published in Mémorial C number 1667 on August 7th, 2 007
- on July 30th, 2007, published in Mémorial C number 2 091 du 2 5 September 2 007 and
- on November 13th, 2007, not yet published in Mémorial C.

II) According to Article 5.1 of the articles of Incorporation, the subscribed capital is set at two million two hundred one thousand seven hundred thirty-eight euro seventy-five cents (€ 2,201,738.75), represented as follows:

- one million one hundred eighty thousand one hundred thirty-two (1,180,132) class A ordinary shares with a nominal value of one euro twenty-five cents (EUR 1.25) each, fully paid-up (the «Class A Shares»);
- five hundred eighty-one thousand two hundred fifty-eight (581,258) class. B ordinary shares with a nominal value of one euro twenty-five cents (EUR 1.25), fully paid-up (the «Class B Shares»)
- one (1) class C preferred share with a nominal value of one euro twenty five cents (EUR 1.25), fully paid-up (the «Class C Share», together with the Class A Shares and the Class B Shares: the «Shares»).

III) According to Article 8.3 of the Articles of Incorporation the Company has, in addition to the issued share capital, an un-issued but authorized share capital of a maximum amount of two hundred ninety-eight thousand two hundred sixty-two euro fifty cents (€ 298,262.50) divided into one hundred fifty-nine thousand eight hundred sixty-eight (159,868) Class A Shares and seventy-eight thousand seven hundred forty-two (78,742) Class B Shares.

IV) Pursuant to the provisions of Article 8.4 of the Articles of Incorporation the Board of Directors is authorized, during a period ending two (2) years following the date of incorporation to increase the share capital within the limits of the authorized share capital in one or several instalments.

V) Pursuant to the authorization given to the Board of Directors in conformity with the provisions of said Articles 8.3 and 8.4 and pursuant to the resolutions passed at its meeting of December 10th, 2007, the board of directors has decided to increase the subscribed share capital as at December 19th, 2007, by an amount of two hundred eighty-four thousand four hundred thirty-five euro (€ 284,435.-) by the creation and the issue of one hundred fifty-two thousand four hundred fifty-seven (152,457) class A ordinary shares and seventy-five thousand ninety-one (75,091) class B ordinary shares having a nominal value of one Euro and twenty five cents (EUR 1.25) each and a share premium for fifty seven euro and fifty cents (EUR 57.50) per each new class A and B ordinary shares, having the same rights and obligations as the existing A

and B ordinary shares, so as to raise the subscribed share capital to an amount of two million four hundred eighty-six thousand one hundred seventy-three euro seventy-five cents (€ 2,486,173.75).

The Board of directors decided to accept that the one hundred fifty-two thousand four hundred fifty-seven (152,457) new class A ordinary shares be subscribed by DGAD INTERNATIONAL Sàrl, all shares are paid up in cash so that the sum of eight million nine hundred fifty-six thousand eight hundred forty-eight euro seventy-five cents (€ 8,956,848.75), representing one hundred ninety thousand five hundred seventy-one euro twenty-five cents (EUR 190,571.25) of share capital and eight million seven hundred sixty-six thousand two hundred seventy-seven euro fifty cents (€ 8,766,277.50) of share premium will be at the disposal of the company, and that the seventy-five thousand ninety-one (75,091) new Class B ordinary shares be subscribed by PIRELLI & C. REAL ESTATE S.p.A., all shares are paid up in cash so that the sum of four million four hundred eleven thousand five hundred ninety-six euro twenty-five cents (€ 4,411,596.25) representing ninety-three thousand eight hundred sixty-three euro seventy-five cents (€ 93,863.75) of share capital and four million three hundred seventeen thousand seven hundred thirty-two euro fifty cents (€ 4,317,732.50) of share premium will be at the disposal of the company.

These new shares have been fully paid by a contribution in cash so that the amount of thirteen million three hundred sixty-eight thousand four hundred forty-five euro (€ 13,368,445.-), is at the disposal of the company, proof of which has been given to the undersigned notary, who acknowledges this expressly.

VI) As consequence of such increase of capital, the Articles 5.1 and 8.3 of the Articles of Incorporation will now read as follows:

Art. 5.1. The subscribed capital is set at two million four hundred eighty-six thousand one hundred seventy-three euro seventy-five cents (€ 2,486,173.75), represented as follows:

- one million three hundred thirty-two thousand five hundred eighty-nine (1,332,589) class A ordinary shares with a nominal value of one euro twenty-five cents (EUR 1.25) each, fully paid-up (the «Class A Shares»);
- six hundred fifty-six thousand three hundred forty-nine (656,349) class B ordinary shares with a nominal value of one euro twenty-five cents (EUR 1.25), fully paid-up (the «Class B Shares»)
- one (1) class C preferred share with a nominal value of one euro twenty-five cents (EUR 1.25), fully paid-up (the «Class C Share», together with the Class A Shares and the Class B Shares: the «Shares»).

Art. 8.3. In addition to the issued share capital, the Company has an un-issued but authorized share capital of a maximum amount of thirteen thousand eight hundred twenty-seven euro fifty cents (€ 13,827.50) divided into seven thousand four hundred eleven (7,411) Class A Shares and three thousand six hundred fifty-one (3,651) Class B Shares.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at approximately one hundred forty thousand euro (€ 140,000.-).

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, he signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille sept, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, demeurant à Differdange,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de EUROPEAN NPL S.A., en vertu du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 10 décembre 2007, copie dudit document, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

I) La société EUROPEAN NPL S.A., société anonyme, avec siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 121.186, fut constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 novembre 2006, publié au Mémorial C numéro 2365 du 19 décembre 2006, dont les statuts ont été modifiés aux termes d'actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 387 le 16 mars 2007,
- en date du 15 mars 2007, publié au Mémorial C number 1021 le 31 mai 2007,
- en date du 13 juin 2007, publié au Mémorial C numéro 1667 du 7 août 2007
- en date du 30 juillet 2007, publié au Mémorial C numéro 2091 du 25 septembre 2007 et
- en date du 13 novembre 2007, non encore publié au Mémorial C.

(II) Aux termes de l'article 5.1 des statuts, le capital social souscrit est fixé à deux millions deux cent un mille sept cent trente-huit euros soixante-quinze cents (€ 2.201.738,75) divisé comme suit:

- un million cent quatre-vingt mille cent trente-deux (1.180.132) actions ordinaires de catégorie A ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, entièrement libérées (les «Actions de Catégorie A»);
- cinq cent quatre-vingt-un mille deux cent cinquante-huit (581.258) actions ordinaires de catégorie B ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, entièrement libérées (les «Actions de Catégorie B»);
- une (1) action privilégiée de catégorie C ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune (l'«Action de Catégorie C»; ensemble avec les Actions de Catégorie A et B, les «Actions»)

III) Conformément à l'article 8.3 des statuts la Société a en plus du capital émis, un capital autorisé non encore émis d'un montant maximal de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-deux euros cinquante cents (€ 298.262,50) divisé en cent cinquante-neuf mille huit cent soixante-huit (159.868) Actions de Catégorie A et soixante-dix-huit mille sept cent quarante-deux (78.742) Actions de Catégorie B.

IV) Aux termes des dispositions de l'article 8.4 des statuts le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période se terminant deux (2) ans après la date de la constitution à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé à une ou plusieurs reprises.

V) Dans le cadre de l'autorisation accordée au conseil d'administration conformément aux dispositions des articles 8.3 et 8.4 des statuts et aux termes des résolutions prises en sa réunion du 10 décembre 2007, le conseil d'administration a décidé d'augmenter le capital social souscrit à la date du 19 décembre 2007 d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent trente-cinq euros (€ 284.435,-) par la création et l'émission de cent cinquante-deux mille quatre cent cinquante-sept (152.457) actions ordinaires nouvelles de catégorie A et soixante-quinze mille quatre-vingt-onze (75.091) actions ordinaires nouvelles de catégorie B ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune et une prime d'émission de cinquante-sept euros et cinquante cents (EUR 57,50) pour chaque nouvelle action ordinaire de Catégorie A et B, ayant les mêmes droits et avantages que ceux accordés aux actions de catégorie A et B existantes, pour porter le capital social souscrit à deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent soixante-treize euros et soixante-quinze cents (€ 2.486.173,75).

Le conseil d'administration a décidé d'accepter que les cent cinquante-deux mille quatre cent cinquante-sept (152.457) actions ordinaires nouvelles de catégorie A soient souscrites par DGAD INTERNATIONAL SàRL, toutes les actions sont intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de huit millions neuf cent cinquante-six mille huit cent quarante-huit euros soixante-quinze cents (€ 8.956.848,75) représentant cent quatre-vingt-dix mille cinq cent soixante et onze euros et vingt-cinq cents (€ 190.571,25) de capital et huit millions sept cent soixante-six mille deux cent soixante-dix-sept euros et cinquante cents (€ 8.766.277,50) de prime d'émission se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, et que les soixante-quinze mille quatre-vingt-onze (75.091) actions ordinaires nouvelles de catégorie B soient souscrites par PIRELLI & C. REAL ESTATE S.p.A., toutes les actions sont intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de quatre millions quatre cent onze mille cinq cent quatre-vingt-seize euros vingt-cinq cents (€ 4.411.596,25) représentant quatre-vingt-treize mille huit cent soixante-trois euros et soixante-quinze cents (€ 93.863,75) de capital et quatre millions trois cent dix-sept mille sept cent trente-deux euros cinquante cents (€ 4.317.732,50) de prime d'émission se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

Ces actions nouvelles ont été entièrement libérées moyennant versement en espèces, de sorte que le montant de treize millions trois cent soixante-huit mille quatre cent quarante-cinq euros (€ 13.368.445,-) se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été fournie au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

VI) En conséquence de cette augmentation de capital les articles 5.1 et 8.3 des statuts auront la teneur suivante:

Art. 5.1.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille cent soixante-treize euros et soixante-quinze cents (€ 2.486.173,75) divisé comme suit:

- un million trois cent trente-deux mille cinq cent quatre-vingt-neuf (1.332.589) actions ordinaires de catégorie A ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, entièrement libérées (les «Actions de Catégorie A»);
- six cent cinquante-six mille trois cent quarante-neuf (656.349) actions ordinaires de catégorie B ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, entièrement libérées (les «Actions de Catégorie B»);
- une (1) action privilégiée de catégorie C ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune (l'«Action de Catégorie C»; ensemble avec les Actions de Catégorie A et B, les «Actions»)

Art. 8.3. En plus du capital émis, la Société a un capital autorisé non encore émis d'un montant maximal de treize mille huit cent vingt-sept euros et cinquante cents (€ 13.827,50) divisé en sept mille quatre cent onze (7.411) Actions de Catégorie A et trois mille six cent cinquante et une (3.651) Actions de Catégorie B.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces, qui incombent à la société à la suite de l'augmentation de capital sont estimés à cent quarante mille euros (€ 140.000,-).

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. Afonso-Da Chao Conde, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 décembre 2007, Relation: EAC/2007/16787. — Reçu 133.684,45euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2008.

F. Kessler.

Référence de publication: 2008011188/219/178.

(080007866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Nanicolas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 8, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 99.262.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008011106/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02459. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Discolux Entertainment G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 31.341.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011107/1185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02508. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Discolux Entertainment G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 31.341.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011108/1185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02451. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

AXA Luxembourg Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 27.225.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 septembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Pour AXA LUXEMBOURG FUND

FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008011277/584/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2008, réf. LSO-CM04241. - Reçu 122 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080007782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

Société de Gestion Fiduciaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 44.531.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008011109/1185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02441. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Barren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.810.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

BARREN S.à.R.L.

MANACOR LUXEMBOURG S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008011227/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02585. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080007129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2008.

FFP Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 89.480.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008011110/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03536. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Global Trust Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 68.731.

—
Le bilan au 31 mai 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008011111/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03554. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Property Trust Montabaur, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 479.150,00.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 115.219.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 11 décembre 2007

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire que:

- Monsieur Hitesh Patel a démissionné de sa fonction de Gérant de la société avec effet immédiat
- Monsieur Martin Anton McGuire, funds manager, né le 24 décembre 1955 à Edimbourg et demeurant professionnellement au 7 Newgate Street, Londres EC1A 7NX, Angleterre a été élu gérant pour une durée indéterminée

Le conseil de gérance est désormais composé de:

- M. Richard Gordon Ray;
- M. Michael Kidd;
- Martin Anton McGuire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pour extrait conforme

MERCURIA SERVICES

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008010723/1005/25.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03756. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.